

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 537 — mercredi 17 mai 1972 — 2 F



Gamma

LA FIN DE LA "VIETNAMISATION"

Partira, partira pas ?

Jacques Chaban-Delmas voit les difficultés s'accumuler sur ses pas. Au dernier sondage SOFRES, sur ses chances d'avenir, il fait son plus mauvais score depuis qu'il est Premier ministre : il n'y a plus que 40 % des Français qui lui donnent des chances, contre 52 % le mois précédent.

Il semble donc bien qu'après l'échec du référendum, la position du Premier ministre devienne de plus en plus inconfortable. Et ceci d'autant plus que ses dernières prestations ont suscité des remous au sein de tous les groupes de la majorité, y compris l'UDR.

LES COQUINS NE SONT PAS COQUINS QUAND ILS SONT UDR

Il n'y a pas longtemps, Chaban-Delmas avait affirmé que les coquins, quand ils seraient découverts, seraient poursuivis à l'instigation des pouvoirs publics. Les coquins, on en connaît un certain nombre : de Rives-Henrys à tous ceux qui sont cités dans les rapports des deux Assemblées concernant l'ORTF. Seulement voilà, beaucoup d'entre eux sont UDR, alors ils ne sont plus coquins. Tout au plus imprudents. Et, en tout cas, « leur honorabilité ne peut être mise en cause ». C'est ce qu'il a répété et devant le groupe UDR et devant l'Assemblée.

Ce faisant, il a mécontenté tout le monde. D'une part, parce que dans le « cercle de famille » personne n'ignore que « Untel » et « Untel » ont fait « ceci ou cela ». D'autre part, parce qu'aucune mesure concrète n'est proposée pour remédier à la situation qui a permis tous les abus de la publicité déguisée.

La mission d'étude confiée à Philippe Malaud, et portant sur les réformes à introduire dans la gestion et les structures de l'ORTF, est déjà un geste de défiance à l'égard de Chaban-Delmas,

dont les services étaient jusqu'ici responsables du contrôle de l'ORTF.

Les démissions de Jean-Jacques de Bresson, directeur de l'Office, et de Pierre de Leusse, président du Conseil d'administration, sont une deuxième giflle, car elles ont été imposées aux intéressés et au Premier ministre par l'Elysée, qui redoutait que la campagne amorcée par Michel Poniatowski, secrétaire général des républicains indépendants, et demandant des têtes, prenne une ampleur énorme au sein de la majorité.

Cela veut dire en clair que Matignon n'a plus la possibilité de couvrir quoi que ce soit. Et du coup, beaucoup de monde de trembler, et de s'interroger sur le nouveau dossier qui va venir au jour.

AU PIED DU MUR

Aussi Chaban-Delmas a décidé de préparer une ultime contre-attaque. Il a décidé de poser la question de confiance à l'issue du débat de politique générale, qui se déroulera à l'Assemblée à partir du 23 mai.

Cette décision n'a apparemment pas surpris la majorité, qui n'en reste pas moins silencieuse. Sauf que les réunions se multiplient ici et là, loin des locaux officiels, dans les appartements des uns et des autres. Chacun supputant ses chances de départ ou d'arrivée dans un nouveau gouvernement. Ainsi est en train de périr la nouvelle société, annoncée à grand fracas, il y a trois ans, et dont l'échec devient aujourd'hui sensible à tous.

En vérité, elle meurt sous les coups des salariés qui ont mis en échec la grande idée du gouvernement : la politique contractuelle, qui devait permettre de contenir et de canaliser tous les conflits sociaux.

Mais elle meurt aussi par étouffement, comme l'a dit justement Pierre Vianson-Ponté dans « le Monde » : « C'est à force de refuser de voir les problèmes, de nier les évidences et d'étouffer les unes après les autres les affaires gênantes, que la majorité finira bien un jour par mourir ».

Nous ajouterons simplement qu'il n'y a pas que la majorité qui finira par mourir, mais le système. Il est vrai que pour que cette mort se produise, il faudra mener des batailles d'une toute autre nature que celles qui se déroulent au sein du Parlement.

Au Larzac, Debré en échec

La réunion de Narbonne des 29 et 30 janvier avait estimé que la lutte contre l'extension du camp de Larzac était une lutte contre la colonisation en France.

Nous avons estimé alors que cette lutte attaque la politique du pouvoir sur plusieurs fronts :

- Colonisation des régions ;
- Militarisation ;
- Solidarité internationale des Etats capitalistes (le camp servant de terrain de manœuvre aux troupes anglaises qui répriment le peuple irlandais).

Depuis cette lutte s'est développée. De nombreux comités d'action se sont créés en Aveyron et dans la région : Montpellier, Toulouse, Cahors, etc. Les citer tous serait trop long. D'autres sont en projet et les militants PSU doivent prendre une part active dans ces comités.

Mais aujourd'hui, le fait le plus important de la lutte est la prise de conscience extrêmement rapide des agriculteurs qui sont à la base dans cette lutte. Il ne faut pas cacher que si, au départ, les objectifs étaient la défense de l'outil de travail et une protestation contre la façon dont Debré avait déclaré « J'ai décidé », maintenant, c'est le caractère propre de la défense nationale, de la militarisation de notre société qui sont remis en cause.

Ainsi, dans de nombreuses fermes, on fait le lien entre la répression en Irlande et l'entraînement des troupes de « sa gracieuse Majesté » sur notre sol. Il est certain que la conférence de J. Toulat qui a réuni 1.500 personnes à Millau sur les problèmes du désarmement, a joué un rôle important dans cette prise de conscience. Il ne faut pas négliger non plus l'action

de Lanza del Vasto qui, avec son groupe de non-violents de « l'Arche » a, par un langage proche de celui des agriculteurs, par des contacts nombreux, joué un rôle important.

Toutefois, il est certain que ce groupe, après avoir organisé le jeûne de Lanza del Vasto, a essayé de bloquer le débat sur l'organisation et les moyens d'action, que proposaient de nombreux jeunes venus à la Cavalerie pour le week-end de Pâques.

La prise de conscience des agriculteurs du Larzac ne s'arrête pas à la question militaire. Ils ont appris que leur problème est le même, bien que sous des formes apparemment différentes, que celui des travailleurs de Millau privés d'emploi, que celui des vignerons de l'Aude chassés de leur terre par « l'aménagement du territoire ». Ils ont montré cet acquis en apportant vivres et soutien actif aux ouvrières de la Samex de Millau en grève pour défendre leur emploi.

Ils ont appris aussi qu'il fallait se méfier des notables. Et que leur organisation était leur plus solide moyen de lutte. Mais pendant ce temps la lutte continue. Les journées « portes ouvertes » du 2 et 3 avril sont un grand succès.

D'abord cette action a permis de montrer à plusieurs milliers de visiteurs que le pouvoir et sa télévision mentent quand ils disent que le Larzac est une région pauvre, peuplée de gens âgés. Cette opération a augmenté encore le moral des agriculteurs qui ne savaient pas qu'ils avaient des amis aussi nombreux et aussi lointains.

Cette action a aussi montré que des milliers de jeunes « chevelus et barbus » peuvent vivre plusieurs jours ensemble sans tout casser tant qu'ils ne sont pas obligés de se défendre contre les troupes de Marcellin. Il faut signaler que le groupe qui a ramassé les papiers qui traînaient dans les rues de la Cavalerie a par ce geste désarmé les commerçants encore partisans du camp et donc considérablement aidé les agriculteurs.

Mais la question que tout le monde se pose est : « Comment aider ces militants ? » Ils répondent invariablement : « Notre force, c'est notre cohésion. Nous ne sortirons d'ici que les menottes aux poignets ou les pieds devant. Si nous avons besoin de vous, nous vous appellerons. » Donc continuons à faire connaître la lutte des agriculteurs du Larzac, restons mobilisés, l'action continue.

Action PSU

note de lecture

A quelles conditions la révolution pourra-t-elle triompher dans le sous-continent indien ? Tel est le fil conducteur du gros ouvrage (1) que publie cette semaine Philippe Gavi, à partir des observations, des rencontres et des documents qu'il a accumulés au terme d'un troisième séjour en Inde et aux deux Pakistan.

« Le triangle indien » dresse d'abord un réquisitoire accablant de « la pauvreté en Inde » et dénonce l'imposture de la « révolution verte », alternative bourgeoise et démagogique à la véritable révolution. Au panorama détaillé des principales formations politiques en Inde, s'ajoute une analyse nuancée mais lucide des communismes et maoïsmes indiens, en particulier au Bengale où ils prolifèrent et s'entre-déchirent.

Gavi, ancien journaliste à « Politique Hebdo », auteur d'un « Guevara » et de « Les ouvriers », s'il se situe dans le courant maoïste, ne se réclame d'aucune école, d'aucun dogme. Sans s'autoriser à faire la leçon à quiconque, il ne ménage personne. Le mérite de son livre est d'abord de

dénoncer les faiblesses et les erreurs des mouvements révolutionnaires indiens, en regard à la fois de leurs objectifs déclarés et des conditions de lutte qui leur sont imposées. Il est aussi de montrer qu'au-delà des catéchismes révolutionnaires, héritages dogmatiques, d'expériences vivantes diverses mais limitées (la révolution russe, la révolution chinoise), c'est dans la pratique que se forment les révolutions de demain. Cela n'exclut pas les élaborations théoriques, bien au contraire. Gavi affirme seulement que le naxalite bengali pas plus que l'ouvrier de chez Renault ne peuvent se contenter de brandir le petit livre rouge pour faire triompher la cause du peuple, que chaque situation a ses caractéristiques propres dont il faut tenir compte et qu'il faut s'interdire de raisonner mécaniquement en fonction de tel ou tel modèle.

L'auteur enfoncerait des portes ouvertes s'il en restait là. Il est alors amené à examiner tour à tour le mode d'insertion, dans le sous-continent, de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique — complémentaires aussi long-

temps qu'il s'agissait de juguler en priorité le « péril chinois », mais désormais antagoniques. Les pages qui illustrent le mieux l'attitude critique de Gavi concernent cependant la politique extérieure chinoise. Textes à l'appui, il s'attache à démontrer notamment que les dirigeants chinois ont tendance désormais à confondre rapports d'Etat à Etat et de peuple à peuple — mais, s'il met en avant les cas de Ceylan, du Soudan et du Pakistan, on ne peut pas dire pour autant qu'il adopte des positions trotskystes. On peut ne pas être d'accord avec toutes ses analyses, estimer qu'il pêche parfois par insuffisance — mais il aurait fallu un deuxième ouvrage pour développer ce qu'il écrit sur le Bengale oriental et le Pakistan, sur la notion de « relais », etc. Le livre n'en représente pas moins une lecture agréable, utile, et tonique pour l'esprit.

Marcel Barang ■

(1) « Le Triangle Indien », Philippe GAVI, LE SEUIL, Collection Combat, 440 pages, 29 F. En vente à « TS »

sommaire

5. Un, dix, cent Joints Français

La victoire des grévistes du Joint et les divergences entre la CGT et la CFDT sur une journée nationale d'action, donnent à M. Camouis l'occasion de faire le point sur les luttes ouvrières.

6. Une île que ses enfants ne veulent plus quitter

Les Réunionnais qui ont émigré à Lyon font l'expérience du colonialisme français.

7. Vietnam : de la guerre à la négociation ?

Romain Saint-Servan revient du Vietnam. Il en ramène un document exceptionnel : la vision d'une guerre avec les yeux de ceux qui la vivent. Au centre du problème : le rapport de forces militaires.

11. Ni guerre, ni paix au Proche-Orient

Golda Meir à Bucarest, Sadate à Moscou puis à Alger que se passe-t-il au Proche-Orient ?

13. L'heure du choix approche pour l'Église

À travers des décisions contradictoires, l'Église catholique montre qu'elle n'a pas encore choisi une nouvelle stratégie. Le dernier livre de J. Guichard expose l'enjeu du choix.

14. Les transports urbains

La démesure des transports urbains commence à faire ses effets. Ainsi à Dijon, dans la ville du ministre de l'environnement...

15. En attendant Godard

« Tout va bien » : un film sectaire qui tombe dans l'utilitarisme politique. Alain Moutot explique son jugement sévère.

16. Le sens du trotskysme

Le livre de notre camarade Y. Craipeau est paru. TS publie en bonnes feuilles une partie de sa conclusion

éditorial

CHANGER OU DONNER LE CHANGE ?

ROBERT CHAPUIS

Les institutions de la V^e République sont solides, tellement solides que lorsque le régime s'affaiblit, il n'y a plus de solution institutionnelle pour lui redonner sa force ! Le référendum s'est retourné contre son auteur et aujourd'hui on ne sait même plus comment changer de gouvernement. Faudra-t-il mettre J. Chaban-Delmas « en réserve de la République ? » Faut-il demander à la majorité de destituer elle-même son propre chef ? Ah ! comme la IV^e était belle ! L'heureux temps où l'on pouvait changer de gouvernement pour sauver une politique !

Jadis, on n'avait plus confiance dans les institutions, aujourd'hui c'est dans l'organisation même de la société qu'on n'a plus confiance. C'est elle que l'on met en cause, directement et totalement. Les cinq derniers centimes obtenus par les travailleurs du Joint Français avaient une valeur symbolique extrême : il ne s'agissait plus seulement de « vivre mieux », il s'agissait de vaincre. Car cette victoire, c'est le signe qu'un changement est possible et que l'exploitation des travailleurs pourra connaître un terme.

Changer de cap, changer la vie, l'heure est au changement. On voit donc fleurir les programmes de gouvernement : PCF, parti socialiste, Ligue communiste, chacun y va de sa fleur ou de sa couleur.

Le PSU, en matière de programme, a choisi une autre méthode d'élaboration, mais il ne condamne pas la saine émulation que peut engendrer la comparaison des imprimés.

Mais l'enseigne ne suffit pas à prouver la valeur de l'auberge. Finalement c'est à un autre niveau que se définissent les rapports de

forces réels, ceux qui commandent précisément le changement. Ce niveau, c'est celui où se rejoignent les forces sociales et l'expression politique qu'elles engendrent. Le PCF, enfermé dans sa propre bureaucratie, a figé l'expression politique de la classe ouvrière dans des types de parti, de conception politique, de rapports sociaux qui ne correspondent plus à l'état réel des forces sociales. Il conserve néanmoins, en raison même des formes du développement capitaliste en France, une crédibilité considérable parmi les travailleurs : pour la conserver, il doit rester lié étroitement à eux, sans pour autant épouser leur mouvement réel. D'où le renforcement de son contrôle sur la CGT et la confusion de son programme politique avec un programme syndical.

Cette vaste opération conduite par Séguy et Marchais a de lourdes conséquences. Comme l'a fait le gaullisme, elle contribue à enlever toute réalité à la vie proprement politique. Les forces « parlementaires » vivent dans un univers de rêve, et leurs songes sont commandés par le pouvoir en place. On vient de le voir en Italie. Les forces qui commandent l'essentiel du mouvement social sont disqualifiées dans la bataille électorale, situation qui fait le jeu du fascisme (comme la crise de la IV^e République a fait naguère le jeu du poujadisme).

Mais en même temps que la vie politique officielle apparaît de plus en plus comme un jeu (et — en France — le référendum a été fort utile à cet égard !), les conflits so-

tribune
socialiste
PSU

Directeur politique :

Christian Guerche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destoot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

suite de la page 3

ciaux apparaissent de plus en plus comme les enjeux politiques réels.

C'est à travers eux et par la question même de leur débouché politique, que tend à se reconstituer une nouvelle réalité politique. La CFDT a ce mérite de se refuser à jouer le jeu politique cégétiste : en évitant d'être l'aile syndicale de la social-démocratie, elle risque peut-être de tomber dans l'anarcho-syndicalisme, mais elle laisse leur liberté à un ensemble de forces sociales déterminantes qui peuvent ainsi découvrir leur rôle et leur responsabilité politique. Encore faut-il bien sûr que les militants révolutionnaires puissent apporter des réponses aux questions que posent avec une force de plus en plus grande les militants syndicaux combattifs (de la CGT comme de la CFDT) et ceux qui s'organisent directement dans la lutte même.

Cet enjeu — la capacité de redonner une force politique réelle aux travailleurs — rend d'autant plus dérisoires les formules de rat-

trapage parlementaire. Le parti socialiste avait donné naguère l'image d'un parti nouveau, décidé à changer de langage et à s'intéresser aux réalités de la lutte de classes.

Chiche, disions-nous. Il vient de prouver par sa dernière initiative qu'il n'est pas si facile d'exorciser les vieux démons. Là encore, la réalité retrouve ses droits. En proposant la création d'une « Union de la gauche socialiste et démocratique », qui permette à tout un chacun d'être toujours le même et en même temps un autre, il repart allégrement sur le chemin de la FGDS, les yeux fixés sur les prochaines élections, avec l'espoir que la troisième fois (après le coup de 56 et celui de 67) sera la bonne.

La fameuse « gauche non communiste » est à l'image du malheureux Sisyphe condamné à pousser éternellement son rocher jusqu'en haut de la colline, d'où il retombera dans la plaine et tout devra recommencer. Dans cette plaine se déroulent les vrais combats, mais son rocher l'empêche de les voir !

La FGDS d'après Mai 68 et d'après référendum ne produira rien de plus que la précédente. Elle se fonde, par nature, sur un jeu po-

litique dépassé lié à la représentation des intérêts traditionnels de la petite bourgeoisie. Elle ne permet pas de correspondre au mouvement social qui noue entre des couches naguère antagonistes des alliances de classe capables de briser le bloc conservateur, le bloc au pouvoir.

Ce mouvement peut produire les conditions d'une société nouvelle où les travailleurs seront à la base même du pouvoir. Dans les circonstances actuelles, ce mouvement doit trouver une expression politique : ce n'est pas possible sur une base réformiste, car le capitalisme lui-même se fait aujourd'hui réformateur, pour survivre et se développer. Seule une stratégie révolutionnaire permettra de construire la force politique dont les travailleurs ont besoin pour imposer leur pouvoir. Elle requiert trois conditions essentielles :

1. L'existence politique d'une force révolutionnaire capable de tenir tous les enjeux, y compris ceux qui sont imposés par la nature du régime, sans tomber dans le parlementarisme. On a vu à Saint-Brieuc le rôle que pouvait jouer une municipalité effectivement liée aux travailleurs. Cette liaison doit s'affirmer aussi à l'occasion des prochaines législatives.

2. Le développement d'un mouvement populaire d'unité à la base pour le socialisme ; ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent s'engager, en refusant toute soumission à des avant-gardes auto-proclamées. Le rôle des militants révolutionnaires est de proposer les cadres et les moyens de ce mouvement.

3. La confrontation entre toutes les organisations liées aux travailleurs et leur accord sur des objectifs précis. Le 10 mai, à Paris, la manifestation Vietnam a montré — sur le terrain et malgré les provocations de quelques membres du service d'ordre communiste — la possibilité concrète d'un rapprochement entre les forces qui ont choisi une stratégie révolutionnaire et celles qui ont choisi une stratégie réformiste.

Leur jonction s'est faite dans la rue et malgré les interdictions. Ce qui a été possible à un moment fort de la lutte anti-impérialiste doit le devenir dans la lutte anticapitaliste. On imagine alors quel formidable bouleversement du jeu politique pourrait s'ensuivre.

Le PSU entend consacrer tous ses efforts à la réalisation de ces trois conditions. Elles suffisent à sa peine.

activités du parti

VERS LA FIN DE TRIBUNE SOCIALISTE ?

CHRISTIAN GUERCHE

Voici le cinquième numéro de la nouvelle formule de « Tribune Socialiste ». Le courrier reçu, les débats qui se sont produits dans et hors du parti, un nombre non négligeable d'encouragements téléphoniques, tendent à montrer que la nouvelle conception du journal et son exécution satisfait la majorité de ses lecteurs.

Il reste beaucoup à faire, et toute l'équipe qui participe à la confection de « TS » (rédaction, administration, imprimerie, promotion) est parfaitement consciente des immenses efforts qui restent nécessaires si l'on veut répondre aux besoins potentiels ou exprimés des militants du PSU et des lecteurs qui nous manifestent semaine après semaine, leur sympathie. Et pourtant...

Nos lecteurs, nos militants ont droit à la vérité. Nous avons demandé un effort de souscription, de vente militante, d'abonnements, qui permette au journal non seulement de survivre mais de mieux s'armer pour améliorer le contenu et la forme de celui-ci. Pour rendre mieux compte en définitive de la réalité politique et sociale de notre temps et pas seulement dans l'hexagone, pour mieux informer, analyser les luttes qui se déroulent et en dégager la signification.

Nous avons payé d'avance, en prenant les risques qui nous paraissaient nécessaires. En faisant de la haute voltige, sur le plan de ce que nous pouvions demander, à tous ceux qui œuvrent à l'élaboration de « Tribune ».

Les résultats de cette semaine tendent à montrer que nous avons fait preuve de volontarisme, et que le parti se fout du sort de son journal.

Je pèse mes termes. La souscription cette semaine atteint 27.445 F, soit 1.965 F de mieux que la semaine dernière. Il suffit de regarder le tableau de la souscription, département par

département, pour constater que dans aucun d'entre eux quelque effort que ce soit ait été tenté pour répondre à l'appel lancé.

Sur le plan de la vente militante, un progrès est enregistré. Nous avons gagné 1.400 numéros vendus. Un certain nombre d'annonceurs (en premier lieu des éditeurs) semblent estimer que notre journal, considéré comme support, a un certain intérêt.

Les abonnements progressent également, mais à pas mesurés.

Compte tenu de l'ensemble des résultats chiffrés, il est vain de céder à quelque triomphalisme que ce soit. Encore moins de sortir des cartons, les projets multiples, qui ont pu nous faire rêver, et dont nous souhaitons fort qu'ils fassent aussi rêver ou réfléchir nos lecteurs, militants ou non. Il reste peu de temps, très peu de temps, pour redresser le courant.

C'est à chacun de nos lecteurs que je m'adresse. Ou bien, il tient à l'existence de ce journal, et il le manifeste dans les vingt-quatre heures qui suivent cet appel. Ou bien il le condamne, en refusant tout concours.

C'est à tout le parti, qu'au nom du Bureau national, je demande de se saisir dans les vingt-quatre heures du problème de l'hebdomadaire du PSU. Plus que jamais trois impératifs :

- 10 F par militant pour « TS ».
- 1 abonné nouveau par militant.
- 1 point de vente militante par section.

Versements à « TS » CCP Paris 58-26-65 avec mention : souscription « TS ».

Nous continuons d'espérer. Envers et contre beaucoup d'éléments. Mais il est vain d'attendre autre chose que la disparition de « TS » si un immense effort ne se développe DANS LES VINGT-QUATRE HEURES.

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 13 MAI 1972

Ain	355	Moselle	370
Aisne	130	Nièvre	27
Alpes-Maritimes	510	Nord	205
Ardèche	150	Oise	140
Ardenne	30	Orne	381
Ariège	100	Pas-de-Calais	505
Aube	170	Puy-de-Dôme	890
Aude	155	Pyrénées-Atlantiques	125
Aveyron	65	Hautes-Pyrénées	50
Bouches-du-Rhône	80	Pyrénées-Orientales	110
Calvados	100	Bas-Rhin	210
Cantal	30	Haut-Rhin	450
Charente-Maritime	355	Rhône	1.240
Cher	10	Haute-Saône	50
Corrèze	170	Saône-et-Loire	70
Corse	100	Sarthe	290
Côte-d'Or	420	Savoie	450
Côtes-du-Nord	85	Haute-Savoie	290
Creuse	140	Seine-Maritime	525
Dordogne	235	Seine-et-Marne	150
Doubs	220	Deux-Sèvres	10
Drôme	517	Somme	130
Eure	166	Tarn	180
Finistère	710	Tarn-et-Garonne	100
Gard	460	Var	30
Haute-Garonne	600	Vaucluse	100
Gironde	390	Vendée	30
Hérault	360	Vienne	110
Ille-et-Vilaine	150	Haute-Vienne	300
Indre-et-Loire	190	Vosges	90
Isère	550	Yonne	452
Jura	480	Belfort	300
Loir-et-Cher	120	Yvelines	560
Loire	740	Essonne	1.155
Loire-Atlantique	350	Hauts-de-Seine	1.230
Loiret	120	Seine-Saint-Denis	1.290
Lot	30	Val-de-Marne	1.070
Lot-et-Garonne	10	Val-d'Oise	270
Maine-et-Loire	424	Paris	2.360
Manche	100	Anonyme	15
Marne	225	Etrangers	250
Haute-Marne	320		
Meurthe-et-Moselle	290		
Morbihan	110		
		Total	27.445

UN, DIX, CENT "JOINTS FRANÇAIS"

MICHEL CAMOUIS

Le mardi 9 mai restera peut-être pour le mouvement ouvrier français une date importante. La CFDT a fait connaître ce jour-là quelle stratégie elle entendait suivre dans les mois à venir. Entre l'organisation de journées nationales d'action interprofessionnelles et le soutien attentif aux luttes qui éclatent ici et là, elle a choisi le soutien alors que la CGT donne sa préférence à la journée d'action.

C'est la première fois qu'elle manifeste en des termes clairs, appuyée sur une analyse de la réalité, sa rupture avec toute stratégie qui, en fin de compte, ne viserait qu'à un ralliement à une unité de la gauche de type électoraliste. Certes, depuis son dernier congrès confédéral, elle a émis en de nombreuses occasions des réserves, elle a opposé des refus aux initiatives de la CGT.

Mais chaque fois, la confusion, l'embarras dans l'explication de sa « priorité à l'action », la faisait apparaître, aux yeux des travailleurs, comme étant surtout soucieuse de se démarquer de la CGT et des militants PCF qui l'animent. De là à se faire taxer « d'anti-unitaire », « d'anticommuniste » il n'y avait qu'un pas. C'était d'autant plus facile que la CFDT n'a toujours pas clarifié le sens et le contenu qu'elle entendait donner à l'autogestion et la façon dont celle-ci se coordonnait avec la planification et l'exercice du pouvoir par le prolétariat.

Le bureau confédéral cédétiste avait, dès la semaine précé-

dente, rejeté le principe de la journée nationale d'action. E. Maire a expliqué que les divergences au sommet n'étaient que la concrétisation de ce qui se passait de plus en plus à la base. Il a pris appui sur des luttes exemplaires : « Joint Français », « Girosteel », « Penarroya », « Brégille », « Zig-Zag », « Super-Cern », etc., qu'elles aient été ou non victorieuses.

Cependant, les travailleurs sont amenés à se poser la question : une journée nationale interprofessionnelle n'est-elle pas le moyen d'affirmer, à un moment donné, la convergence des luttes, vers un objectif ?

C'est ce que tente d'expliquer la CGT. La CFDT a répondu qu'une telle journée constituait un « frein », un « éteignoir » qui « peut contrecarrer le développement des grèves » alors que « les mois de mai et juin peuvent être une intense période de lutte ».

Les militants révolutionnaires, dont ceux du PSU qui ont joué un rôle essentiel dans le développement des luttes de ces derniers mois, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats, de la CFDT notamment, doivent être plus précis.

Pour eux, il est clair que la conception de la CGT en matière de journée nationale d'action interprofessionnelle reste fondée sur la perspective électorale de 1973, autrement dit qu'en aucun cas elle exprime une globalisation de la lutte revendicative et politique à un moment donné de sa montée.

Dès lors, elle est fondamentalement contradictoire avec la combativité qui s'exprime dans de nombreuses entreprises et à partir d'un prolétariat non marginal qui prend conscience, dans l'action, de son appartenance de classe.

Ce nouveau prolétariat conscient est constitué de centaines de milliers de jeunes, de femmes, d'immigrés. Il fait ses armes dans la lutte. Il est essentiel que demain il soit le renouveau de la lutte de classes. Il est essentiel qu'il s'élargisse à des millions de travailleurs

des usines et des bureaux. Il est essentiel qu'il fasse l'épreuve de la solidarité avec les paysans pauvres, avec les intellectuels et les étudiants, avec les petits artisans et commerçants condamnés comme la paysannerie pauvre à une prolétarianisation accélérée. C'est l'épreuve vécue plusieurs fois de l'unité populaire comme à Ferrod, Batignolles, Penarroya-Lyon, Joint Français, etc.

Alors seulement parlera-t-on de « journée nationale d'action » qui portera un nom plus familier, celui de grève générale, quelles que soient les formes que les travailleurs lui feront prendre à la base. La condition essentielle de son existence étant précise : la remise en cause, sur les fondements mêmes de l'exploitation, c'est-à-dire la production des biens et leur échange, de l'appropriation capitaliste.

Or, cette forme de remise en cause est combattue par la CGT qui mise sur une majorité électorale débouchant sur une occupation de l'appareil d'Etat en l'absence de la lutte de masse et de classes et par conséquent débouchant sur une gestion plus « humaine » de l'exploitation capitaliste. Quant à la CFDT, si le tournant qu'elle vient peut-être d'amorcer est positif, il est loin de refléter une position majoritaire dans ses syndicats. Pour beaucoup de ces derniers, le repli sur une perspective électorale est, soit une hypothèse consciente,

soit le fruit du découragement en l'absence d'une stratégie politique autre.

Bien entendu, l'ensemble du mouvement révolutionnaire a sa part de responsabilité dans l'affirmation de ces perspectives. Elles sont réduites car franchement combattues à la CGT où les militants du PCF tiennent un rôle prépondérant. Elles sont plus importantes au niveau de la CFDT en cela que le mouvement révolutionnaire n'a pas encore pu dégager le collectif politique susceptible de mener à son terme un processus révolutionnaire, et par conséquent de servir de pôle attractif.

Aussi, la responsabilité du PSU, comme celle de tous les groupes révolutionnaires, est double : faire apparaître toujours et partout la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, lutte de classes qui rompt radicalement avec la stratégie d'alliance tous azimuts, pourvu qu'elle soit anti-monopoliste ; préparer l'émergence de ce pôle politique rassemblant l'ensemble des militants les plus combatifs. C'est en fonction de notre avancée que peuvent s'exercer des contradictions latentes au sein de la CGT et s'affirmer des positions de classe à la CFDT. Cela implique que nous ne faisons aucune concession sur le terrain de la théorie ni sur celui de la pratique auprès de l'une comme de l'autre des deux centrales ouvrières.

AUTOUR DU LARZAC

Les 29 et 30 avril derniers, s'est déroulé à Millau un week-end PSU sur le thème : « Le Larzac en lutte ». La plupart des fédérations du Sud-Ouest étaient présentes, plus de deux cents participants au total. A cela s'étaient associés des représentants de groupes révolutionnaires comme Lutte Occitane, Amis de Politique-Hebdo et des syndicalistes de la CFDT.

Ces journées de réflexion ont permis à tous les militants de s'informer plus précisément sur les problèmes du Larzac. Une réunion fut organisée à cet effet avec des paysans à l'Hospitalet du Larzac.

Information, mais aussi précisions sur les prochaines ac-

tions à venir pour lutter efficacement contre la militarisation de la région, contre le régime. En effet, ce fut la section PSU de Millau qui, la première, en octobre 1970, lança la lutte contre les projets d'extension du camp. Aussi le devoir actuel du parti est d'assurer une continuité dans la lutte aux côtés des autres groupes révolutionnaires. Le PSU continuera son action dans les comités d'action Larzac créés un peu partout dans la région, s'efforcera d'informer, de sensibiliser la population de chaque région sur le sous-développement, le chômage en Occitanie, de montrer que la lutte des paysans du Larzac rejoint celle des viticulteurs du Midi, ou des ouvriers du Joint Français.

Ce travail de popularisation est nécessaire car il permettra une mobilisation rapide en cas d'expropriation des terres sur le Larzac.

De plus, comme l'ont demandé certains camarades, une rencontre ouvriers-paysans du Midi aura lieu prochainement pour élaborer les formes de lutte précises sur les problèmes de colonisation en Occitanie.

Voilà quelles sont les tâches immédiates du P.S.U. nécessitant une mobilisation constante de tous les militants.

J. Frayssenge ■

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales 2 F
N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.
N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».
N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
N° 29-30 - Nationalisation et révolution.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnements : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 53.26.65 Paris.

LA RÉUNION

UNE ÎLE QUE SES ENFANTS NE VEULENT PLUS QUITTER

Six employés de l'hôpital des Invalides, dépendant des hospices civils de Lyon, ont été licenciés dans la semaine du 3 au 9 avril. Parmi eux deux Réunionnaises, dont l'une loge dans un foyer des hospices. Du fait de son licenciement, elle reçoit ordre de quitter sa chambre dans un délai de 48 heures.

Aussitôt des camarades de la Réunionnaise, avertissent l'U.G.T.R.F. (Union générale des travailleurs Réunionnais en France), qui prend contact avec le P.S.U., la C.F.D.T., le comité immigré.

Les faits

Des négociations ont lieu avec le directeur du foyer qui autorise la jeune fille à rester trois jours de plus. Elle doit durant ce laps de temps trouver un logement. Quand on sait la difficulté qu'ont les étrangers à trouver une chambre, il est clair que ces trois jours supplémentaires ne résoudront rien.

Dans son hôpital, les syndicats interviennent pour demander sa réintégration et celle des cinq autres employés. Ils posent le problème des auxiliaires, des conditions de travail qui vont en se dégradant. Alors que les besoins en personnel vont croissants, la direction des hospices met sur pied un plan de compression du personnel (plus de deux cents employés sont menacés

dans tous les hospices). S'il n'y a pas de réactions immédiates la direction va pouvoir agir sans risques.

Lundi 10 avril : les trois jours supplémentaires sont écoulés. La jeune fille est invitée à rendre ses clefs. Le gardien a ordre de mettre ses affaires dans le couloir. Aussitôt l'occupation est décidée. Des habitants du quartier pénètrent dans le foyer et déclarent : « Il n'y aura pas d'expulsion ». Les filles du foyer sont d'accord et prêtent leurs chambres aux occupants.

Mardi 11 avril : une conférence de presse est organisée dans le foyer. Les journalistes des quotidiens locaux sont présents et font passer l'information dans les éditions du mercredi. Un tract est diffusé dans le quartier et dans les hôpitaux.

Mercredi 12 avril : suite au compte rendu des journaux et à la diffusion du tract, la direction des hospices civils convoque les organisations syndicales. Les occupants du foyer se tiennent prêts à toute éventualité. Ils renforcent le piquet d'occupation et améliorent les liaisons avec l'extérieur.

Les négociations syndicales donnent le résultat suivant :

- les licenciements sont bloqués ;
- le cas de la jeune Réunionnaise sera examiné dans la soirée par la direction et la réponse donnée le lendemain.

Réunis en A.G. dans une des chambres, les occupants décident de la marche à suivre au cas où l'expulsion serait maintenue. Les Réunionnaises déclarent que tant que leur camarade ne sera pas relogée, l'occupation continuera. Le comité de soutien est d'accord.

Jeudi 13 avril : victoire. La Réunionnaise licenciée est réintégrée et continuera à habiter le foyer. Dans une conférence de presse, le directeur des hospices civils annonce qu'il arrête le système des contrats collectifs avec la Réunion.

Pour ne pas perdre le bénéfice de cette action et pour lui donner toute sa dimension, le comité de soutien et l'U.G.T.R.F. organisent un meeting. Ils veulent poser le problème de l'émigration réunionnaise et dénoncer le colonialisme français. Pour préparer ce meeting, un dossier est constitué. Il veut répondre à un double objectif :

— rétablir la véracité des faits sur l'affaire Michel Reynolds, ce prêtre mauricien qui a toujours soutenu les Réunionnais et qui pour cette raison a été expulsé une première fois de la Réunion et une deuxième fois de Lyon au mois de mars ;

— donner les éléments d'analyse nécessaires à la compréhension du problème réunionnais et à la dénonciation du colonialisme français. Parallèlement à la préparation du meeting, « Le Progrès » passe une série d'articles, intitulés :

« Et si l'on faisait de la Réunion une île que ses enfants n'auraient plus envie de quitter. »

Mettre en échec le colonialisme français

Cette nouvelle lutte des Réunionnais à Lyon, la quatrième depuis octobre, a permis d'atteindre un certain nombre d'objectifs :

— les Réunionnais et Réunionnaises de Lyon savent qu'ils peuvent remporter des victoires en s'unissant et en luttant ensemble au sein de l'U.G.T.R.F. Ils savent qu'ils peuvent compter sur l'appui et le soutien de nombreux camarades.

— La presse qui jusque-là s'était tue, ou bien avait passé des informations mensongères, en particulier sur l'affaire Michel Reynolds, a enfin passé les informations. Elle a facilité la victoire, car la direction des hospices civils de Lyon, très soucieuse de son image de marque, ne pouvait accepter d'être remise en cause ouvertement.

— La conjonction des actions menées dans l'entreprise et hors de l'entreprise a permis à un certain nombre de gens de comprendre que pour gagner il fallait sortir du cadre de la seule entreprise, ou du cadre du quartier. Ce n'est que par la jonction des luttes dans et hors de l'entreprise que les victoires deviendront de plus en plus nettes.

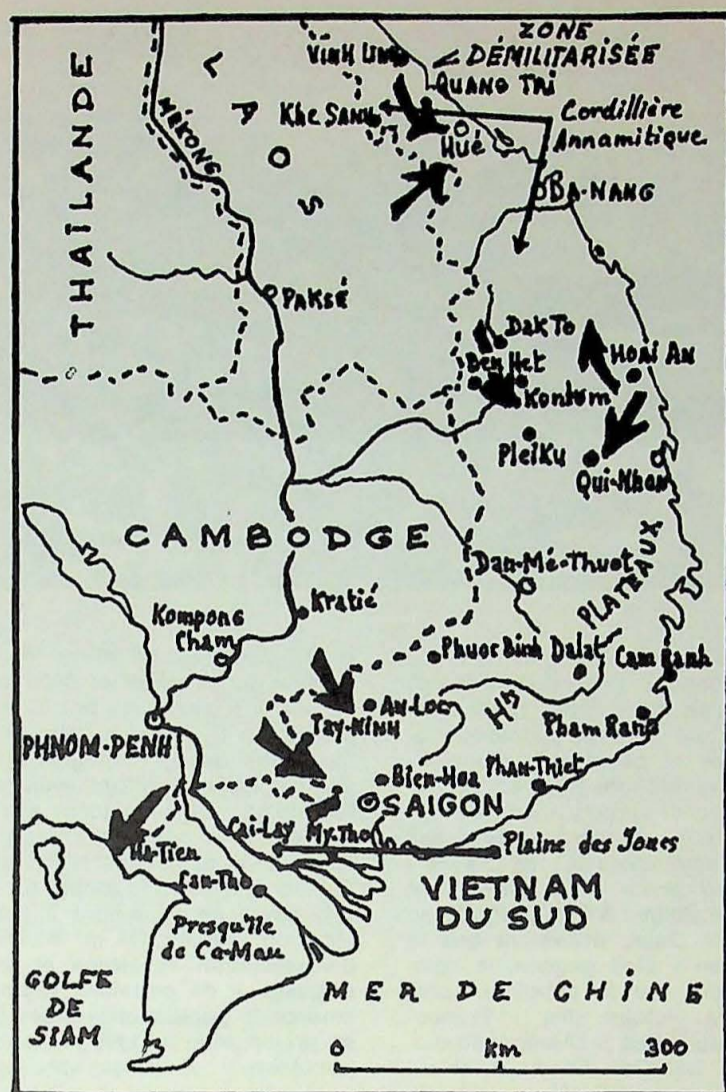
— Le colonialisme français dans les territoires d'outre-mer a été tout au long de cette action dénoncé. Les explications des camarades Réunionnais et Antillais, leur capacité d'analyse, leur détermination, ont été pour un grand nombre, une découverte. Une mobilisation est actuellement possible sur les mots d'ordre :

« Halte au colonialisme français. Indépendance ou autonomie pour les D.O.M. »

Il est important maintenant que partout où des Réunionnais et des Antillais sont présents, les mêmes mots d'ordre soient développés.

Secteur immigré P.S.U.
du Rhône ■





LE VIETNAM DE LA GUERRE A LA NÉGOCIATION

La presse de gauche est pleine d'analyses en chambre sur la situation vietnamienne. Le dossier que l'on va lire ci-dessous n'appartient pas à cette catégorie. Il a été réalisé par un camarade qui revient d'un séjour sur place. Et sur place, comme il le dit, c'est bien d'un problème vietnamien qu'il s'agit, et surtout d'un problème militaire.

Ce dossier n'est donc pas celui d'un spécialiste de politique internationale. Il traduit le vécu de ce conflit, à son niveau le plus sensible pour les populations concernées.

Il n'est pas question dans cette brève introduction de rappeler dans quel contexte politique international se situe ce document. Indiquons simplement qu'il a été écrit au début du mois de mai, c'est-à-dire avant les décisions du président Nixon sur le minage des ports du Nord-Vietnam et donc avant les récentes éventualités d'une réouverture des négociations secrètes à Paris. Il sera facile aux lecteurs de « TS » d'actualiser les analyses de ce document en fonction de ces derniers éléments puisqu'il les laissait prévoir. Et c'est un point de plus qui contribue à son intérêt remarquable.

Où en est, un mois après l'offensive déclenchée par les révolutionnaires et patriotes vietnamiens, la situation au Vietnam? Sait-on ce qui s'y passe réellement? A-t-on analysé correctement les tenants et les aboutissants de cette action militaire de grande ampleur dont les conséquences à moyen terme seront décisives pour l'avenir du Vietnam et probablement pour l'Indochine?

Souvent contradictoires sont les informations. Et les « spécialistes » de la question vietnamienne qui écrivent au jour le jour en sont les tout premiers dérouterés; ils « ballottent » dans le flot des événements, incapables de les jauger dans une perspective politico-militaire autre que celle qui se joue entre Moscou-Washington-Pékin. Et si l'affaire était vietnamienne — non pas exclusivement vietnamienne, mais vietnamienne d'abord!

Les deux objectifs de l'offensive

Les combats ont lieu au Vietnam, de puis le 17^e parallèle au Nord jusqu'au delta dans le Sud. Les moyens mis en œuvre par les révolutionnaires sont énormes et démontrent que leurs dirigeants ont conçu l'offensive moins en vue (sinon autant) d'un « Kriegspiel » (attaque foudroyante, effondrement de l'armée sud-vietnamienne, changement brutal du régime de Saigon) que d'une prise de contrôle, d'une restructuration de leurs bases révolutionnaires.

Ce dessein est double : d'une part, imposer à la partie adverse, moyennant quelques concessions formelles, le plan de paix du GRP, et, d'autre part, détruire l'infrastructure politico-militaire de la « vietnamisation » afin de préparer dans les meilleures conditions possible le renversement du régime de Saigon et, dans une phase ultime, la prise du pouvoir par un gouvernement de concorde nationale.

La subordination totale à la politique de toute stratégie militaire étant un principe clé chez les révolutionnaires, l'offensive actuelle ne se comprend pleinement que si l'on saisit clairement l'importance de la partie qui se joue et sur le terrain et à la table des négociations.

Or, sur le terrain, au trentième jour de la bataille, l'optimisme officiel de Saigon tranchant sur le pessimisme grandissant et de plus en plus avoué des conseillers américains ne peut plus voiler l'ampleur du désastre. Pour beaucoup, ce désastre n'apparaît pas évident. Les mercenaires saïgonnais subissent des revers mais tiennent toujours les grandes villes. Il y a eu déroute mais non effondrement. Si les désertions sont considérables, il n'y



Gamma

a pas eu ralliement. Enfin, les files de réfugiés donnent l'impression qu'ils fuient l'avance des troupes révolutionnaires... Là est l'aspect spectaculaire, journalistique et occidental, d'une vision des faits. Méfions-nous-en, au risque d'être aussi surpris, sinon déçus, que le furent les généraux français ou américains et tous ces journalistes qui, parce qu'ils circulaient librement de Saigon à Phnom-Penh, ou de Saigon à Dalat, écrivaient que la « pacification » était gagnée, le communisme vomé par le peuple et proclamait la victoire des « Franco-oui-oui », puis des « Américano-oui-oui », des Bao-Dai, Diem et Thieu. C'est afficher un réel mépris pour le peuple vietnamien que de l'imaginer se repentant et offrir ses services — et son cœur — à ses bourreaux...

C'est quoi, la « vietnamisation » ?

Soyons sérieux, aussi sérieux que ces conseillers américains qui savent exactement ce que « leurs » Sud-Vietnamiens ont perdu après trente jours de guerre. Et ce qu'ils ont perdu, c'est la « vietnamisation », cette stratégie politico-militaire dont le principe a vu le jour sous de Lattre, en 1951, et qui sera appliqué partiellement par l'administration démocrate Kennedy-Johnson, de 1962 à 1968, pour être repris, développé, systématisé par Nixon. Se référant au « modèle » sud-coréen (lequel modèle pourrait se révéler dans quelques années peu exemplaire), les stratèges américains ont implanté au sud un Etat militaire.

Certaines conditions, ont-ils estimé, leur étaient favorables. Une bourgeoisie, embryonnaire du temps des Français, s'était considérablement développée durant la période — heureuse pour elle — de « l'américanisation »

de la guerre; une partie de l'intelligentsia déculturisée et dénationalisée, satisfaite d'un régime qui lui accordait places et privilèges; enfin, la masse des catholiques — réfugiés ou non — et dont les motivations anticommunistes étaient soigneusement entretenues et exploitées par une propagande incessante et mensongère. Restait la population rurale! Qu'à cela ne tienne: elle devra se soumettre à cette stratégie ou... mourir. De là, le phénomène d'urbanisation accélérée et le « matraquage » de certaines régions pour amener la population à vider les lieux et priver ainsi le FNL de son assise populaire.

Pour atteindre ces objectifs, les cerveaux du Pentagone n'ont reculé devant aucun moyen. Il fallait abattre le Nord et l'amener progressivement à réduire son aide légitime à ses frères du Sud. Ce fut l'escalade. Et l'échec qu'on sait, reconnu par les rapports américains les plus officiels.

Pour permettre à l'Etat militaire de se former et d'être crédible à l'étranger, les Américains sont parvenus à cette conclusion, clef de toute leur stratégie militaire depuis 1966, et fondamentalement essentiel de la « vietnamisation », qu'il fallait détruire l'infrastructure de la résistance populaire et lui substituer celle de leurs partenaires sudistes. Dès lors, ils partent à l'assaut des bases de la résistance, jettent dans la bataille le poids énorme de leur supériorité matérielle et leurs troupes d'élite. Mètre après mètre, sur des monceaux de cadavres, ils conquièrent le terrain. Un moment contrariés par l'offensive du Têt, ils repartent à l'assaut, profitant des vides laissés par les patriotes lors des attaques de janvier-mars 1968, les obligeant à éclater en petites unités, à revenir à la guérilla.

Puis, sur les bases conquises, ils installent sur les plateaux de la « Cordillère annamitique », un réseau ininterrompu de camps de toutes dimensions qu'ils remettent peu à peu aux troupes d'élite de Saigon. Reste le delta, « ventre mou » de la colonisation. La fin justifiait tous les moyens, en deux temps et avec l'appui des milieux d'affaires cambodgiens, ils frappent au Cambodge, le 18 mars 1970 en renversant le régime neutre du prince Sihanouk, et en juin de la même année, ils envoient des dizaines de milliers de « marines » et des fantassins vietnamiens détruire les « sanctuaires vietcongs » et, partant... la paix d'un peuple dont la joie de vivre était devenue presque légendaire.

Dès lors que les bases étaient conquises, l'essentiel de l'engagement américain, sur le plan humain, n'avait plus de raison d'être. Toute l'attention est désormais portée sur l'armée de Saigon. On en fera un colosse de un million six cent mille hommes sous les armes. Cette armée comprend un corps d'élite (« marines », paras, rangers et fusiliers marins) qui continuera

d'être encadré par les conseillers américains. La bourgeoisie saïgonnaise en fera son armée et, de ce fait, la motivera matériellement et idéologiquement. Ces soldats ont des petites raisons de se battre. Ils défendent leurs privilèges, et pour beaucoup d'entre eux, catholiques, la patrie du Sud contre les athées du Nord. Le manche de ce fer de lance est constitué par l'énorme masse des réguliers encadrés par des soldats de métier qui trouvent dans la pacification un moyen rapide de s'enrichir. La polyvalence de leurs fonctions et le rapport qu'ils en tirent en font les serviteurs les plus fidèles du pouvoir. Celui-ci les récompense en retour à proportion des services rendus. Ils constituent la version vietnamienne des seigneurs de la guerre.

Enfin, pour tester cette « vietnamisation », les conseillers américains jettent dans la bataille, au Cambodge (et au Laos) les armées de Thieu. Protégées par une couverture aérienne intense et grâce à leurs blindés, celles-ci obtiennent des victoires faciles mais dévastatrices pour les populations... qui rejoignent ainsi en masse les rangs de la résistance khmère (et Lao), à ce point que l'équipe Lon Nol-Sirik Matak, au pouvoir à Phnom-Penh, se sent obligée de rappeler à l'ordre leur encombrant protecteur. Le « jaunissement » des cadavres étant assuré, les Américains estiment, en février 1971, qu'il est temps, par une expédition éclair, à la fois de démanteler, au niveau de Tchépone, la piste « Ho Chi Minh » et de démontrer aux hommes de Giap la vitalité de la nouvelle armée sud-vietnamienne. C'est la fameuse opération « Lam-son 719 » qui s'achève sur un petit « Dien bien Phu » militaire, et l'on peut considérer que cette victoire importante des patriotes vietnamiens marque la fin de la période dite de « vietnamisation offensive » durant laquelle, qu'on le veuille ou non, l'initiative est revenue aux américano-vietnamiens.

Au milieu de la débâcle de « Lam-son », un détail, cependant, justifie l'optimisme de Washington : les camps Fuller et Carrol attaqués par les Nord-Vietnamiens en mars 1971 ont tenu le coup. Preuve que les communistes ne pourront qu'user leurs troupes en tentant de reconquérir leurs bases et que, la lassitude des populations aidant, la guerre finira par s'éteindre d'elle-même. Certes, on admet que le Nord pourra ravitailler en hommes et en armes le Sud. Mais cette aide ne fera qu'entretenir une guérilla sans grande et décisive portée militaire. En dernière analyse, la « vietnamisation », pour Nixon, finira par étouffer la guerre : « Le plan de vietnamisation, déclarait-il le 3 novembre 1969, mettra un terme à la guerre, quoi qu'il arrive sur le front de la négociation. »

A Paris, Nixon a voulu « piéger » les patriotes...

Dans ces conditions, on comprend pourquoi la Conférence de Paris n'a jamais été au fond, pour Nixon, qu'une plate-forme diplomatique commode pour duper son opinion et l'opinion internationale. (Et c'est lui qui s'arroge le droit de se faire juge du caractère « sérieux » et « utile » des négociations... Beaucoup y verront sans doute, en s'émerveillant, la marque de « sa ruse » et de son « habileté », toutes qualités qui, on le sait, en France, n'appartiennent pas au seul Nixon.) Toutefois, les élections approchant, le président américain décide d'abattre son jeu. Les premiers, les Chinois lui tendent la perche; il la saisit juste au moment où Mme Binh



Gamma

L'offensive vietnamienne



Gamma

fait ses propositions en sept points, dont le réalisme est souligné par les opposants (démocrates et même républicains) à l'administration nixonienne. L'affaire du Bengla Desh étant réglée, les Soviétiques emboîtent le pas à leurs « ennemis » idéologiques.

Le vent en poupe et sur la foi des renseignements fournis par ses experts militaires, Nixon pense qu'il est temps de faire passer la « vietnamisation » à la table des négociations. D'où son plan de paix en « huit points ». Le tour semble joué : oubliés les sept points du GRP ! Le président américain se présente comme l'homme du « désengagement », de l'ouverture vers l'Est. Il conduira sa campagne électorale sur **cette image de marque**, ses adversaires s'inclinent. La guerre au Vietnam est d'ailleurs terminée. Quant au Front de la révolution indochinoise, il s'effritera de lui-même. Les Soviétiques, d'ailleurs, y contribuent en soutenant — de façon incompréhensible — le régime pourri de Lon-Nol... Quand Nixon se rend à Pékin, il est presque aux anges. Il a joué, et c'était son jeu, de la division des forces socialistes pour amener les Vietnamiens à accepter son « plan », c'est-à-dire, ce qui est inadmissible pour eux : la fin de leur unité, la division du pays... la solution coréenne.

Cependant, un point sombre subsiste : l'attitude de Hanoï et du GRP. D'évidence, les Vietnamiens refusent d'entrer dans le jeu. Mieux : Washington est informé de l'imminence d'une offensive qui pourrait être déclenchée par les forces de libération au moment du voyage présidentiel. Alors, Nixon ne comprend plus. Il estime que son plan constitue une porte de sortie viable pour l'adversaire. Que celui-ci ne la prenne pas demeure une énigme. Et d'opposer aux Chinois « civilisés » les « barbares » nord-vietnamiens. Les peuples d'Indochine, qui ont souffert le martyre par la faute de la guerre américaine, apprécieront. Peu d'observateurs, à l'époque, relèvent cette phrase fort significative d'un agacement mal contenu. Il se rend compte, Nixon, que sa « grande politique » repose indirectement sur la réussite de « sa vietnamisation ». Aller à Pékin, puis à Moscou avec la menace sur ses arrières d'une offensive ennemie risqué, ou bien de le transformer en quémendeur, en solliciteur, ou bien de rompre **cette image de marque**

qu'il a patiemment élaborée, à usage interne et externe. C'est le propre même des grandes puissances de penser que toute négociation ne peut se faire qu'à partir des positions de force. Ce qui expliquerait les incompréhensibles bombardements sur le Nord-Vietnam au moment même où il se rend à Pékin, allié des résistants vietnamiens.

...mais il s'est "piégé" lui-même

En fait, tout se passe comme si le président américain était victime de son propre piège. Comme de Gaulle avait lié son nom et sa politique à l'autodétermination, la rendant **ipso facto** irréversible, Nixon a lié les siens à la « vietnamisation », c'est-à-dire au « désengagement » américain. Cependant, contrairement à de Gaulle, il peut un temps, et usant de la fibre patriotique de la petite et moyenne bourgeoisie américaine (dite « majorité silencieuse »), retourner l'opinion en sa faveur. Mais pour combien de temps ? Et est-ce sans réserves ? Vaut-il, non pour « l'honneur » ou le « respect » américain, mais pour la survie de Thieu, sacrifier sa « grande politique » ? C'est dans cette conjoncture qu'ils jugent favorables pour eux que les dirigeants vietnamiens décident de frapper un grand coup : c'est l'offensive de Pâques 1972.

Dans ce ballet diplomatique, les Vietnamiens paraissent les principaux oubliés, sinon les « sacrifiés ». Les journalistes qui se piquent de connaître cette guerre concluaient déjà qu'elle se terminerait sinon à Pékin, du moins à Moscou. Habités à commander à leurs fantoches, les responsables américains ont, semble-t-il, partagé cette illusion. Or, à maintes reprises, les délégués du Front à la Conférence de Paris ont montré qu'ils n'étaient pas dupes et qu'ils entendaient rester les seuls maîtres du devenir de leur nation. Quel meilleur moyen de le prouver sinon en démantelant la « vietnamisation » sur le terrain et en obligeant Nixon, à la veille de son voyage à Moscou, à assumer pleinement et sincèrement sa politique de « désengagement » !

Giap répond à la "vietnamisation"

La grande erreur des stratèges américains est d'avoir mésestimé la riposte vietnamienne à leur politique de « vietnamisation ». Ils connaissent cependant bien leurs adversaires. De 1966 à 1968, ils ont tenu souvent victorieusement face à des offensives de grande envergure menées parfois à l'échelle du corps d'armée, comme cette opération de « Junction City », de février à avril 1967, dans la province de Tay-Ninh. Ils savent l'habileté manœuvrière de Giap qui consiste à fixer dans certains secteurs d'importantes forces pour frapper fort et vite dans les zones dégarnies. Ainsi, en février 1968, tandis que l'attention est fixée sur la base de Khe San, et sur les hauts plateaux, les forces de libération mènent l'offensive dans les villes... Certes, l'adversaire est estimable. Mais les coups qu'il porte, s'ils étourdissent souvent, achèvent rarement.

A la technique (ce sera la guerre électronique) de les prévenir, aux bombardiers d'amoinrir la force du bras qui les porte. Peu à peu, les Américains et leurs alliés arriveront à cette constatation que la riposte militaire de Giap à la « pacification » ne pourra être que limitée. Durant l'année 1971, les journaux de Saïgon et de Phnom-Penh se font l'écho de cette stratégie. Un journal cambodgien ira même jusqu'à présenter Giap comme un général gâteux.

Pourtant, les généraux vietnamiens n'appartiennent certainement pas à cette catégorie de soldats qui ont une guerre de retard sur les bras. La stature militaire du vainqueur de Diên Biên Phu n'est pas surfaite, encore que nos camarades vietnamiens n'aient pas qu'on mette en avant les personnalités militaires. Ils préfèrent parler de direction collective et n'oublient pas, dans la guerre actuelle, que les chefs du Front ont, à égalité, leur mot à dire dans la conduite des opérations. C'est si vrai que de nombreux observateurs estiment que « l'offensive du Têt » n'a pas entièrement été le fait de Giap. Il en aurait même désapprouvé le principe. Il n'empêche qu'à l'instar des grands stratèges mi-

litaires de l'Histoire, il est parvenu à imprimer à ce qu'il entreprend un style inimitable. En 1969, à la journaliste italienne Oriana Fallaci, il aurait dit : « Dien Bien Phu... L'histoire ne se répète pas toujours... Mais cette fois-ci, elle le fera. Nous avons remporté une victoire militaire sur les Français et nous la remporterons sur les Américains aussi. Oui, madame, leur Dien Bien Phu est encore à venir. Et il viendra. »

On commettrait une erreur de croire que la référence à la bataille implique nécessairement, dans l'esprit de Giap, l'image d'une cuvette assiégée et dont les défenseurs cèdent sous la pression de l'adversaire établi sur les crêtes. Mais si l'on élargit l'image, si, à la place de la cuvette, on imagine la zone du delta et la région côtière jusqu'à la hauteur de Hué, alors les « crêtes », ce sont les hauts plateaux de la zone démilitarisée jusqu'à Plei Ku. « Qui tient les hauts plateaux, a dit un jour Giap, aura gagné la guerre. » Dès lors, l'objectif de son offensive est très clair. Il se propose, ni plus ni moins, de reconquérir puis de contrôler toutes les bases du Thanh Hoa, de Quang tri, de Thuan Thien, puis, plus au sud, de Quang Ngai, de Kon Tum et, enfin, dans le delta, il entend donner à la guérilla une vigueur nouvelle en démantelant l'armature politico-administrative de la « pacification ». Il s'agit là d'une politique traditionnelle. Ce sont les moyens mis en œuvre et la tactique qui constituent vraiment une nouveauté et montrent que Giap est passé à un **stade supérieur** de la lutte.

Des multiples offensives passées et surtout de la victoire de « Lam Son 719 », Giap et ses hommes tirent les conclusions qui s'imposent. La couverture aérienne peut être neutralisée par une DCA efficace ; devant un adversaire utilisant les mêmes moyens que lui, l'armée fantôme ne fait pas le poids ; la puissance de feu qui fit tant défaut au moment de l'offensive du Têt, doit être améliorée et en quantité suffisante pour empêcher l'adversaire de se ressaisir... Les Soviétiques, dans leur désir de rivaliser avec la Chine, offrent à Giap un matériel ultramoderne. Durant l'année 1971, Giap prépare son opération. Au prix de sacrifices sans doute énormes, il fait passer le matériel vers le Sud. En accord avec les patriotes lao et khmers, il ouvre des fronts multiples dont le choix n'est pas dicté par le hasard.

Au Cambodge, c'est la reconquête progressive du Bec du Canard ; au Laos, le contrôle des hauts plateaux de Savannaketh à Attopeu est renforcé. Il semble que les Américains aient senti le danger. L'intervention des « sudistes » et des « volontaires » thai dans ces pays le prouve. De même, l'ampleur des combats qui y ont eu lieu (et qui vont, entre autres, aguerir la jeune armée funkiste de Sihanouk) démontre la volonté des stratèges indochinois de se donner un vaste et sûr arrière. La solidarité des luttes entre révolutionnaires indochinois n'est pas un vain mot. Elle profite tour à tour aux trois partenaires.

Le dispositif de l'offensive étant mis en place, reste à choisir le moment de l'attaque. Je ne pense pas qu'il ait entièrement été déterminé par des considérations de politique internationale, mais plutôt par celles d'ordre climatiques et stratégiques. Il faut, ne l'oublions pas, conquérir les hauts plateaux et s'y maintenir, autrement dit pouvoir frapper très fort (utilisation des blindés) et empêcher l'adversaire de réagir de la même manière ; la période de pré-mousson qui démarre fin mars et s'achève début juin est idéale, la saison des pluies rendant impossible l'utilisation du matériel lourd par les « sudistes en vue d'une éventuelle reconquête.

Ce qui frappe dans cette offensive, c'est son aspect méthodique et « éco-

suite de
la page 9

nome » en vies humaines (par opposition à l'offensive du Têt). Là est sa grande nouveauté. Ce sont les troupes régulières qui supportent l'essentiel du combat, la guérilla étant, durant la première phase, inexistante ; dans un second temps, elle intervient pour couper à l'ennemi ses principaux axes de communication ; enfin, dans une phase ultérieure, elle se met en place dans les zones densément peuplées pour récolter les fruits de l'arbre militaire sudiste rudement secoué par l'attaque des blindés et de l'artillerie.

Autre fait relativement neuf : la tactique utilisée par les patriotes vietnamiens : les attaques sont menées en combinant l'artillerie et les blindés et en évitant les assauts humainement coûteux. Dès que l'ennemi offre une certaine résistance, on contourne l'obstacle, on procède à son encerclement et on continue. Cela évite des pertes considérables à la population et, pour regrettable que soit le spectacle offert par les réfugiés (en grande majorité femmes, enfants, vieillards), les combattants du Front leur permettent de s'échapper des zones de combat... et de fuir la riposte américaine qu'ils connaissent trop bien.

Les journalistes qui utilisent cette terrible misère déambulante comme un argument prouvant l'anticommunisme des populations du Sud devraient y réfléchir sérieusement. S'ils désirent une preuve tangible, la bataille de Kon-tum leur en offre une. Ne se sont-ils jamais demandé pourquoi la bataille pour la possession de la ville tarde à venir alors que toutes les bases qui la défendaient sont tombées ? Il en est de même de la bataille d'An Loc où, de l'aveu des réfugiés, les patriotes ont donné l'ordre aux femmes et aux enfants de quitter leur ville dévastée pour rejoindre des zones plus tranquilles.

Cette tactique — à la fois agressive et souple — permet à Giap d'user le moral de l'adversaire qui, se trouvant encerclé, est incapable de mener la contre-attaque. Il attend des avions et des hélicoptères qu'ils fassent la décision pour lui. Et les journalistes qui, quelques jours auparavant, faisaient l'éloge des combattants sudistes sur le front Nord, sont incapables d'expliquer leur débâcle devant Quang tri.

Un mois après le début de l'offensive, Giap a atteint son objectif majeur. Ses troupes contrôlent toutes les hauteurs du Sud-Vietnam, elles étendent et développent sans cesse leur influence dans la zone du Delta ; elles gardent l'initiative des opérations et, sauf de très rares exceptions l'adversaire n'a jamais pu mener la moindre offensive ; elles conservent intactes, après trente jours de combats acharnés et en dépit de l'ouverture de quatre fronts ; au moins les deux cinquièmes de leurs réserves, alors que celles de l'ennemi ont été jetées d'emblée dans la bataille ; enfin, de l'aveu des experts américains, la puissance de feu des patriotes est capable de se maintenir pendant des mois encore à son niveau actuel. La survie du régime de Thieu dépend désormais d'une reprise de contrôle par les conseillers américains d'une armée en déroute, les généraux vietnamiens s'étant montrés inaptes à le faire, et d'un appui accru de toute la force aéro-navale dont dispose Washington dans le golfe du Tonkin. Et même si ces conditions sont réalisées, il s'agira d'un sursis recherché par les Américains pour éviter de se présenter à la table des négociations sans matière à négocier. Nous som-

mes loin de la situation de juin 1970, voire de l'année dernière. En fait, elle s'est inversée.

La VIETNAMISATION A FAIT FAILLITE.

Perspectives

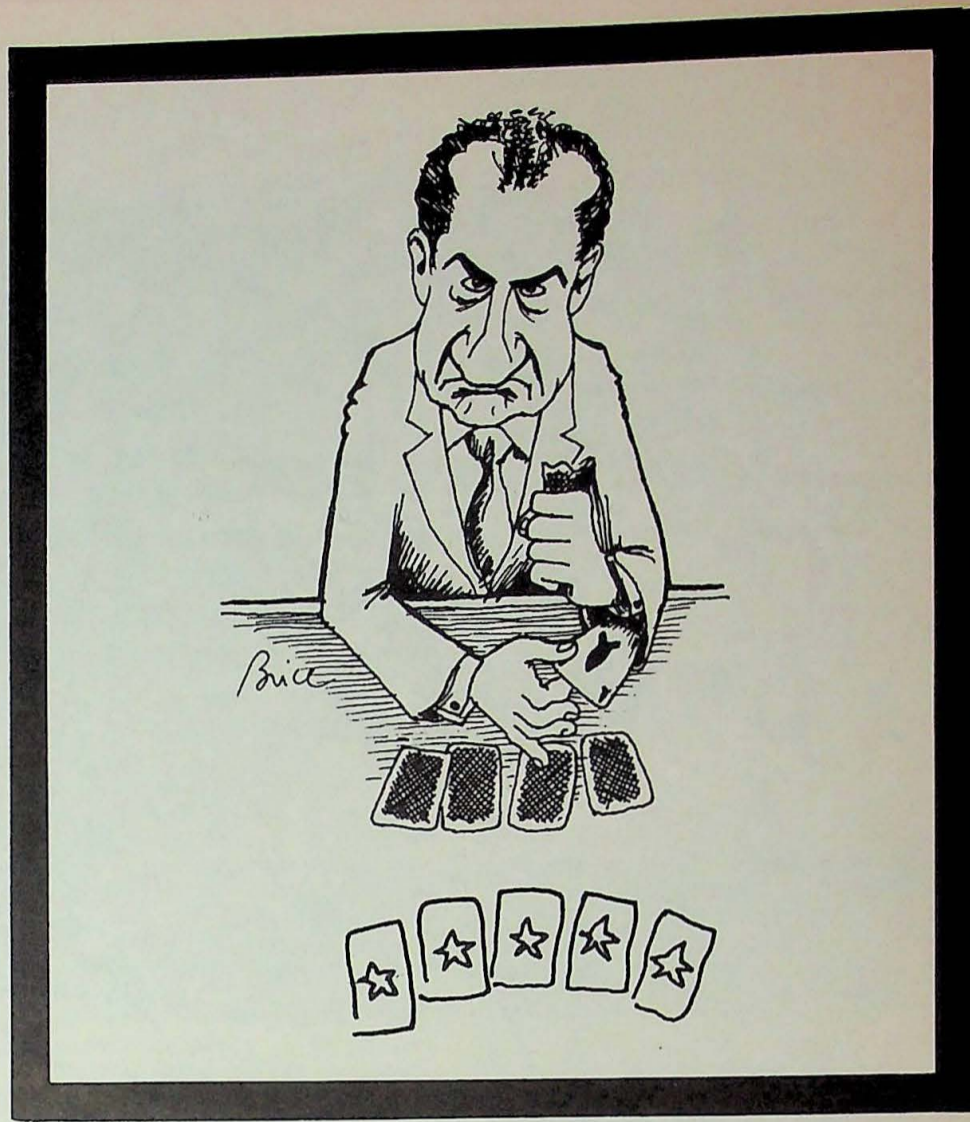
Pendant ce temps, que va faire Giap ? Il est difficile d'y répondre, compte tenu des imbrications diplomatiques. Une certitude. Il va élargir et étendre son contrôle sur les hauts plateaux avec un objectif majeur : Pleiku. Des probabilités : s'il mène une offensive de longue durée, il tentera, fidèle à sa stratégie « du temps des Français », de régler les fronts, l'un après l'autre, jusqu'à la victoire. S'il cherche à obtenir la décision assez rapidement, ce que je crois, tout en « promenant » l'ennemi du Nord au Sud, il va l'amener à accepter la « bataille » dont les retombées psychologiques seront telles qu'à Paris ou ailleurs, les Américains marchanderont l'issue de la bataille contre le lâchage de l'administration Thieu. Ainsi en a-t-il été de l'évacuation « en douceur » de Khé San, en 1968, contre la promesse de la cessation des bombardements sur le Nord Vietnam. Cette bataille psychologique pourrait se situer à Danang ou à Hué ; à Pleiku ; à Qui Nhon, dans la province de Binh Dinh, ou encore, dans le delta, à Tay Ninh ou An Loc. Quelle que soit l'hypothèse retenue, les patriotes procéderont, s'ils ne l'ont déjà fait, à ce que les Français ont appelé « le pourrissement » du delta et des plaines côtières : démantèlement de l'armature politico-administrative de la « pacification » ; mise en place d'une réforme agraire dans les régions libérées ; constitution de comités et de municipalités révolutionnaires dans les villages et villes libérés ; réactivation des unités d'auto-défense pour prévenir militairement tout retour à l'ordre ancien...

Premières leçons d'une offensive

D'ores et déjà de grandes leçons sont à retenir de ces trente jours d'offensive généralisée. Sur le plan strictement militaire d'abord décidément, l'histoire n'apprend rien aux hommes : les stratèges américains ont commis la même erreur que leurs collègues français, hier. Au lieu de s'en prendre à leurs fantoches vietnamiens, ils feraient mieux de procéder à leur propre auto-critique. Jamais Giap, ont-ils estimé à tort, n'aurait pu passer à un stade supérieur de la guerre et donner à ses troupes une puissance de feu égale à celle de « leurs » Sud-Vietnamiens. Par ailleurs, le verrouillage des frontières du Sud par une multiplication de bases défendues par une puissante artillerie, a fini par donner au soldat sudiste, une mentalité de défenseur. Cela est si vrai que lorsqu'on l'envoie se battre au Cambodge, par exemple, il ne pense qu'à s'installer dans sa base pour surveiller (et piller) le territoire dont on lui a confié la garde. Le seul général véritablement offensif que Saigon ait possédé est Do Cao Tri. Ce n'est pas par hasard qu'il a trouvé la mort à bord de son hélicoptère, et non dans un blokhaus quelconque.

Inversement, l'état-major révolutionnaire, non sans avoir essuyé des échecs, a su tirer tout le parti de l'armement moderne en l'adaptant à la mobilité de la guérilla, en alliant la guerre de mouvement à la guerre de position, le « coup de boutoir » à l'encerclement.

Il est enfin étonnant qu'aucun spécialiste des guerres asiatiques n'ait tenté de faire le rapprochement entre la



Il n'aime pas perdre

campagne actuelle et celle qui, en Chine en 1947, a ouvert la route du pouvoir au parti de Mao. Toute comparaison est a priori délicate et les protagonistes changent. Mais, ici et là, il existe d'étonnants points de comparaison : une armée soutenue par les Etats-Unis face à une armée populaire qui bénéficie de l'aide soviétique ; un front de bataille qui s'étire du Nord au Sud ; et un front septentrional qui a pour enjeu une capitale historique, Pékin hier, Hué aujourd'hui. C'est dans ce secteur que Tchang Kai-Chek jette ses troupes d'élite comme Thieu à l'heure actuelle ses « marines » ; de même, il existe une parenté dans les combats : « coups de boutoir » suivis d'encerclement, destruction des axes de communication, mise en place des comités populaires... ; enfin découragement analogue des soldats mal encadrés et commandés par des généraux incompetents, ce qui provoque entre eux et leurs « conseillers US » disputes et profonds ressentiments. De là à conclure que l'issue sera la même est un pas que nous ne franchirons pas. Thieu, à la différence de Tchang, est réellement un fantoche, les Américains ne le laisseront pas diriger le désastre jusqu'au bout.

Sur le plan humain ensuite, il a été dit et répété que les Vietnamiens apportent — dans le sang et le sacrifice — un démenti formel à ceux qui, nombreux en Occident, pensent que la technique décide de tout. Mais ils apportent aussi un démenti à ceux qui, tels le Che ou certains « maoïstes », considèrent qu'il suffit de vouloir pour vaincre, et négligent le matériel pour trop privilégier l'humain. Seule, en dernière analyse, compte l'intelligence du combat, rigueur stratégique et souplesse tactique, car la volonté désarmée c'est toujours un prophète qu'on assassine, une révolution qui agonise sur les barricades.

Sur le plan politique enfin dans ce domaine, il est temps, pour la gauche de sortir un peu de ses analyses traditionnelles. Si Washington se montre impitoyable à l'égard du Vietnam, c'est qu'il craint pour lui et ses « satellites » l'exemple révolutionnaire de la patrie de Hô Chi Minh. C'est juste. Nous en tirons alors les conclusions qui s'imposent : à la politique des « do-

minos réactionnaires made in USA », nous opposons sans le vouloir nos « dominos » révolutionnaires : Cuba, Vietnam... Et nous y projetons tous nos désirs et nos faiblesses. Cette limitation idéologique finit par rendre étriquées nos analyses. A défaut de lucidité, nous nous contentons d'une bonne conscience politique. Non ! ce qui effraie tant les Américains à propos du Vietnam (comme hier les Français) c'est la redistribution des cartes en Asie, la fin de l'impérialisme occidental. Ce qui est véritablement en cause pour Nixon, ce n'est pas le communisme à Saigon, c'est la réalisation de l'unité du pays viet.

C'est pour la réunification à terme de leur nation que les Vietnamiens se battent. Et parce qu'ils se battent pour leur unité, ils entendent avoir une ligne de conduite indépendante. Ni les Chinois, ni les Soviétiques ne réussiront à leur imposer un compromis qui légitimerait la balkanisation de leur pays, et à travers lui, ceux du tiers monde. Or au moment où les impérialismes occidentaux se groupent en communautés, l'éclatement des pays dits du tiers monde est plus que jamais nécessaire à ces impérialismes pour asseoir leur domination. La théorie des « dominos » n'a jamais été que l'expression politico-militaire de ce rapport de forces économiques. Dans cette conjoncture, la lutte du peuple vietnamien prend, hélas pour lui, valeur d'exemple. Les Américains pressentent (et les Européens qui les soutiennent) que ce qui est en jeu au Vietnam, c'est la fin de la balkanisation du monde, la reconstitution des grandes unités nationales. Que des révolutionnaires assument cette nouvelle idée-force dans un combat héroïque et victorieux, voilà qui n'est pas pour rassurer les impérialismes. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de cette guerre que de voir les descendants de ceux qui se sont battus pour l'unité de leur pays, pour qu'il n'y ait plus « sécession », dénier aux Vietnamiens, qui ont certainement mille fois plus de raisons que les Américains n'en eurent, d'être unis, le droit et le devoir de se battre pour demeurer un peuple UN et INDIVISIBLE.

Romain SAINT-SERVAN
ce 2 mai 1972

NI GUERRE, NI PAIX AU PROCHE-ORIENT

BERNARD LEVY

La diplomatie soviétique continue sa vaste offensive planétaire. Directement, ou par pays socialistes interposés, l'URSS multiplie ses contacts politiques et cherche à développer ses échanges économiques avec le reste du monde. Sans autre souci idéologique que le profit, la bureaucratie soviétique entend consolider ses positions sur le marché capitaliste mondial.

C'est dans cette optique que se distribue le schéma directeur de sa politique extérieure. En ce qui concerne plus particulièrement le conflit israélo-arabe, l'URSS utilise une situation de « ni guerre, ni paix » pour accroître son influence politique et s'assurer des débouchés économiques au Proche-Orient.

Le remue-ménage de personnalités politiques, qui s'est effectué de Moscou au Caire, de Bucarest à Alger, annonce-t-il de grands changements dans le conflit israélo-arabe ? Les Soviétiques se seraient-ils subitement décidés à prendre le taureau par les cornes pour finalement démontrer qu'il n'y a aucune solution négociée possible aux problèmes du Proche-Orient ? Le peu de fondement de ces hypothèses est démontré, entre autres preuves, par le vide du communiqué publié le 7 mai à l'issue de la visite de Golda Meir en Roumanie.



Golda Meir (photo AGIP)

Alors que la visite de Nixon à Moscou était hypothétiquement prévue pour le 22 mai, d'aucuns ont voulu voir dans la venue de Golda Meir à Bucarest une nouvelle preuve d'indépendance roumaine. Il n'en est rien et précisément la réputation de semi-hétérodoxie dont jouit la Roumanie a contribué à amortir l'irritation créée par la visite officielle d'une haute personnalité israélienne chez ceux qui voient dans le bloc dit socialiste les défenseurs de la cause arabe.

Derrière Ceausescu, Brejnev

Derrière Ceausescu se cache Brejnev, car il est clair que la Roumanie ne peut guère contribuer efficacement à la recherche d'une solution au Proche-Orient, même en affirmant le rôle des pays « petits et moyens » dans la solution pacifique des problèmes internationaux.

L'échec de la médiation roumaine, tant vis-à-vis de Sadate que de Golda Meir, est là pour prouver que l'efficacité des pays « moyens ou petits » est aussi limitée que celle des deux « grands » lorsqu'il s'agit de ne rien proposer d'autre que de négocier le retrait d'Israël des territoires occupés et de relancer la mission Jarring.

Le voyage de Golda Meir, qui par son côté sensationnel a ramené l'attention générale vers le Proche-Orient, exige une autre explication si l'on considère les précédents voyages de Ceausescu au Caire et de Sadate à Moscou puis à Alger, Tunis et Tripoli.

L'URSS contre Boumedienne

Lors de sa visite au Caire, Ceausescu, comme on pouvait s'y attendre, a vu repousser ses offres de médiation dans le conflit israélo-arabe. Du vivant de Nasser, le président

roumain s'était déjà heurté au même refus. Les Soviétiques, cependant, ont paru étonnés, contrariés surtout. En effet, ni Brejnev, ni Podgorny n'étaient à l'aéroport de Moscou, pour accueillir le président égyptien invité officiel du comité central du parti communiste d'URSS. Sadate, de plus en plus contesté en Egypte pour sa faiblesse à l'égard d'Israël, espérait obtenir la caution de Moscou pour engager des opérations militaires sur le canal de Suez.

Bien qu'un communiqué commun ait souligné l'identité totale des positions soviétiques et égyptiennes, il semble évident que Sadate n'ait eu d'autre choix que de se rallier aux desiderata soviétiques.

L'Egypte ne recevra pas ou peu d'armement offensif. D'au-

tre part, survenant après le traité soviéto-irakien, un voyage de Sadate à Bagdad est prévu afin de réchauffer des relations quelque peu tendues. Déjà, à la suite des propositions du plan Hussein, que l'URSS n'avait pas catégoriquement rejetées, le Caire s'était vu par contre, sévèrement tancé pour sa rupture avec Amman. Il semble que face à la politique « dure » de Boumediène et de Khadafi, l'URSS soit en train de constituer un bloc arabe plus modéré. Dans cette perspective, les seuls éléments qui veulent tenter de saper l'amitié arabo-soviétique sont, d'après la « Pravda » du 5 mai, les réactionnaires arabes de droite (entendre les Algériens et les Libyens) et non pas les Roumains à qui l'on n'a pas reproché l'invitation faite à Golda Meir.

L'URSS ne veut en aucun cas que des actions militaires soient engagées contre Israël. Simultanée au mini-sommet arabe d'Alger (Libye, Egypte, Algérie), la visite de Golda Meir en Roumanie apparaît, par son côté officiel, comme une pression tout à fait claire sur la politique égyptienne en l'appelant à se modérer et à ne pas suivre les conseils du recours à la force pour tenter de récupérer les territoires occupés. Ainsi, aux yeux des Soviétiques, la potentialité d'un règlement négocié du conflit israélo-arabe, demeure, avant la venue de Nixon à Moscou.

Les Palestiniens menacés

Les grands absents, dans ce ballet diplomatique, harmonieusement réglé par le Kremlin, sont les Palestiniens. Après les durs revers subis en Jordanie en septembre 1970, malgré les raids de l'armée israélienne, malgré les forces libanaises hostiles, les Palestiniens maintiennent leur présence dans le Fathaland. Isolée, trahie, menacée, la résistance palestinienne n'en est pas moins vivante. Elle n'a rien à attendre des tractations qui se font à Moscou et dans les capitales arabes. Au contraire, les manœuvres de l'URSS n'ont d'autre but que de faire durer un « statut quo », où les intérêts du peuple palestinien sont délibérément sacrifiés.

Ainsi, l'issue dramatique du détournement du Boeing de la Sabena par un commando de l'organisation palestinienne « Septembre noir » (1) prouve deux choses :

Les révolutionnaires palestiniens ont voulu démontrer qu'ils étaient toujours fermement décidés à ne pas laisser marchander leur lutte ; d'un autre côté, le détournement du Boeing Bruxelles-Tel-Aviv apparaît comme une tentative désespérée.

(1) En septembre 1971 au Caire, « Septembre noir » avait exécuté le Premier ministre jordanien Wasfi Tall.



LILLE - JUIN 1971 LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

L'AUTORITE EN IRLANDE

Après l'attentat contre une usine anglaise de Belfast, la série continue. Mercredi un magasin, déjà plastiqué plusieurs fois, et d'autres cibles jeudi. Le nombre des blessés est parfois élevé en raison de la lenteur et du peu de zèle que met la police à faire évacuer les endroits menacés.

LES DEUX VISAGES DE WHITELAW

Le 7 mai, il déclare à la conférence du parti conservateur : « La

société n'acceptera plus longtemps la présence derrière les barreaux d'hommes internés sans jugement, mais elle peut et doit mettre derrière les barreaux et pour de longues peines ceux qui ont des activités violentes.

« Mes collègues et moi pensons que c'est la voie à suivre et balayerons tous les obstacles pour amener ces hommes et ces femmes devant les tribunaux. Nous ne devons avoir aucune pitié avec ceux qui emploient un fusil. Nous sommes déterminés à rétablir la loi et l'ordre, car l'Irlande fait partie du Royaume-Uni. » (APL 7 mai 1972.)

Le 10, il visitait les chantiers navals Harland et Wolff, à Belfast, et déclarait qu'il voulait y voir une

main-d'œuvre équilibrée, moitié catholique, moitié protestante. Ces chantiers qui occupent 9500 personnes, dont seulement 450 catholiques, viennent de recevoir une subvention de 35 millions de livres pour investir et créer 4000 nouveaux emplois. Il faut préciser que ces fonds publics, rapporteront essentiellement aux actionnaires privés de la société.

D'autre part Whitelaw a demandé au parlement de contrôler la vente des matières qui servent à la fabrication des explosifs utilisés en Irlande du Nord.

DES PROMESSES AUX ACTES

Whitelaw ayant promis de revoir les dossiers des condamnés, un

comité s'est constitué à la prison de Crumlin Road à Belfast regroupant des catholiques et des protestants. Ce comité demande que les prisonniers soient reconnus comme politiques, et que leurs procès soient révisés. Ce comité reçoit le soutien des deux communautés. Withelaw a déjà répondu en disant que leurs peines ne seraient pas révisées car elles devaient servir d'exemple pour les futurs fauteurs de troubles.

LA DESOBEISSANCE CIVIQUE

Monsieur Withelaw considère que le rétablissement de l'autorité civile dans les quartiers catholiques devait être sa première tâche à l'heure actuelle. On s'en rend

compte quand on voit les effets croissants de la campagne lancée par le mouvement des Droits civiques : « Les arriérés d'impôts à Belfast atteignent le record absolu de 435 000 £ (600 000 000 d'anciens francs). La plus grande partie est due par des travailleurs. La commission financière de Belfast estime que 600 000 livres d'arriérés proviennent de la grève de l'impôt, notamment 30 000 £ du quartier des Falls (où l'influence de l'IRA officiel est prépondérante). Des lettres express exigeant leur paiement ont été envoyées. Il est à noter que le chiffre des arriérés d'impôts était de 152 000 livres en 1971. » (APL 2 mai.)

Transports publics et fausse-concentration

Le contrat liant la société « Ouest-Electrique » (principal actionnaire des TUR) à la ville de Rennes venait à expiration le 26 mars, après soixante-quinze ans d'existence.

Depuis longtemps, l'ARV avait posé le problème des transports publics, et espérait que l'échéance de ce contrat permettrait à la municipalité de tenir compte des besoins essentiels des Rennais et en particulier des Villejeannais.

D'où sa participation au collectif regroupant sept comités de quartiers, l'APF, la CFDT et FO pour exprimer les revendications des usagers :

- 1) une politique d'ensemble de la circulation qui donne priorité aux transports publics ;
- 2) que ces transports collectifs soient non pas confiés à une société privée, mais organisés comme un véritable service public ;

3) ce qui permettrait de satisfaire les revendications essentielles des usagers :

- tarif unique,
- révision des horaires,
- révision du réseau : création de liaisons directes entre quartiers périphériques, etc.

Lorsque la ville décida de constituer une commission extra-municipale sur la circulation, de nombreuses associations acceptèrent d'y participer, no-

tamment les syndicats, l'APF et quatre comités de quartier représentant les douze comités existant à Rennes. Cette commission devait permettre, selon les paroles du sénateur-maire lors de la première réunion, « une large confrontation par l'examen de toutes les idées et suggestions ».

En réalité, aucune discussion n'a été possible dans le cadre de la commission. On a laissé les associations présenter leur point de vue. Mais la ville n'a jamais accepté de donner la moindre information sur ses intentions. Et c'est par la presse locale que les membres de la commission extra-municipale ont appris la décision de reculer l'échéance du contrat jusqu'au 31 juillet.

Le piège est vraiment trop gros : on met sur pied un semblant de concertation, pour pouvoir dire que les décisions ont été prises après consultation des intéressés ; et on reporte l'application des nouvelles dispositions au 31 juillet en espérant que, de nombreux Rennais étant partis en vacances, les choses se passeront sans accroc.

Aussi lorsqu'une nouvelle réunion de la commission a été convoquée début mars pour parler du stationnement, les comités de quartiers, la CFDT et FO ont considéré :

- qu'il n'était pas possible de poser le problème des parkings sans avoir auparavant discuté de la politique d'ensemble de la ville en matière de circulation et de transports publics ;
- qu'aucune discussion n'étant possible sur ce point, la commission extra-municipa-

le ne permettait donc absolument pas de faire avancer la satisfaction des intérêts des usagers.

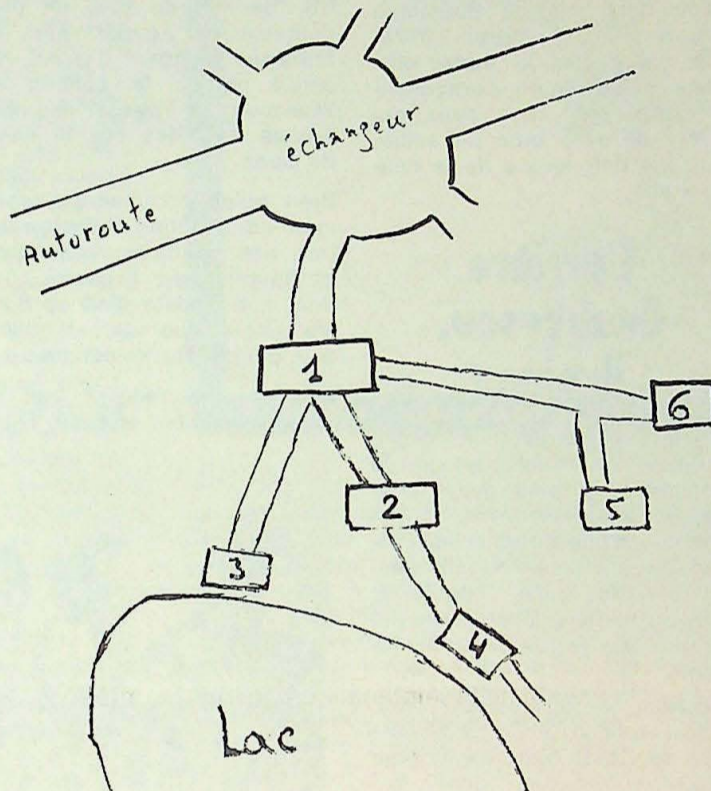
C'est pourquoi ces associations ont quitté la commission. Elles continueront d'agir dans le cadre du collectif contre une politique de la circulation qui privilégie le transport individuel sur le transport collectif, et une politique des transports publics qui privilégie les intérêts de sociétés privées aux dépens des intérêts des usagers.

- Commission Logement et Equipements collectifs ■
- Comité de rédaction de « Vivre à Villejean » ■

Une devinette (véridique)

Voici la nouvelle ville de Créteil telle qu'elle est prévue. Elle est reliée à l'autoroute par un échangeur. Jolie vue au bord du lac. Il y a six catégories de construction :

- Centre commercial.
- HLM.
- Immeubles de luxe.
- Bureaux privés.
- Bâtiments administratifs.
- La préfecture.
- Répartissez-les dans leurs six emplacements respectifs.



REPONSE :

Si vous avez mis les HLM au bord du lac, vous êtes un utopiste ; prenez votre carte du PSU. Les HLM sont en 6.

Si vous avez mis le centre commercial au bord du lac, vous êtes un mauvais capitaliste. Le centre est en 1, endroit de passage obligé pour tous les habitants de la ville.

Si vous avez mis la préfecture à la place des HLM, vous êtes un mauvais haut fonctionnaire. La préfecture est en 3, au bord du lac.

Si vous avez mis les logements de luxe à la place des HLM, vous ne ferez pas fortune dans la promotion immobilière. Ils sont en 4, au bord du lac.

Si vous avez interverti bureaux privés et bâtiments administratifs, vous êtes un mauvais spéculateur : les bureaux privés sont en 2, avec vue sur le lac.

Si vous avez tout bien placé, vous pouvez remplacer Chandon.

PANTHÉON

French Connection

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

LE LIVRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES

POGHE-CLUB
RÉVOLTE DES FEMMES

L'oppression des femmes existe, nous l'avons rencontrée. Toutes, nous l'avons ressentie à travers des expériences différentes mais, lorsqu'on est une femme bien élevée, on ne parle pas de ces choses-là.

Nous avons brisé le silence, nous avons parlé, nous nous sommes reconnues. Ces témoignages sont ceux que nous nous sommes racontés, que nous avons recueillis autour de nous, ils sont là à titre d'exemple.

La réunion de ces textes n'est qu'un début de description de ce qu'est l'oppression des femmes.

RECEVEZ CE LIVRE CHEZ VOUS

BON DE COMMANDE
à retourner à Information 2000
25, rue Clauzel, Paris-9

Veillez m'envoyer par retour et franco de port, LE LIVRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES (ouvrage collectif). Vous trouverez ci-joint mon règlement de 9,50 F sous forme d'un chèque à l'ordre de Information 2000.

NOM

PRENOM

ADRESSE

L'HEURE DU CHOIX APPROCHE POUR L'EGLISE

JACQUES GALLUS

« Cette première étape de réflexion avec les militants ouvriers ayant fait une option socialiste nous a montré une fois encore combien — malgré notre bonne volonté — nous sommes loin du monde ouvrier, de son langage, de sa culture, de ses aspirations spontanées et de ses aspirations fondamentales... »

On croit lire l'autocritique de l'appareil d'un parti de gauche. Or, il s'agit de celle que l'épiscopat catholique de France vient de faire dans un document qui veut ouvrir la discussion sur la foi et le socialisme. Et ce n'est pas un hasard. Car, comme le montre Jean Guichard dans un livre remarquable sorti le mois dernier (1), l'Eglise se trouve mise au pied du mur par la fin de l'ère libérale. Tant que l'idée de promotion individuelle des hommes était crédible, tant que la division patrons-ouvriers était perçue

comme « naturelle », tant que l'école était censée œuvrer pour la promotion sociale, l'Eglise pouvait ne pas prendre parti dans la lutte de classes en considérant que la démocratie libérale était le meilleur garant de la liberté et de la justice.

Un étonnant raccourci

Or les masques sont tombés. Tout le monde sait maintenant ce que recouvre réellement la « neutralité » de l'école. Et Mgr Ivan Illich, mieux que tout autre ! D'autre part, on connaît aujourd'hui scientifiquement les mécanismes de production et d'appropriation de la richesse : on n'est plus pauvre ou riche comme on est blond ou brun. De sorte que la charité individuelle dans laquelle on a traduit l'Evangile apparaissait comme un baume sur une plaie

profonde. D'ailleurs, l'expérience populaire ne s'y est pas trompée, qui a compris qu'exploiteurs et bien-faiteurs se complètent.

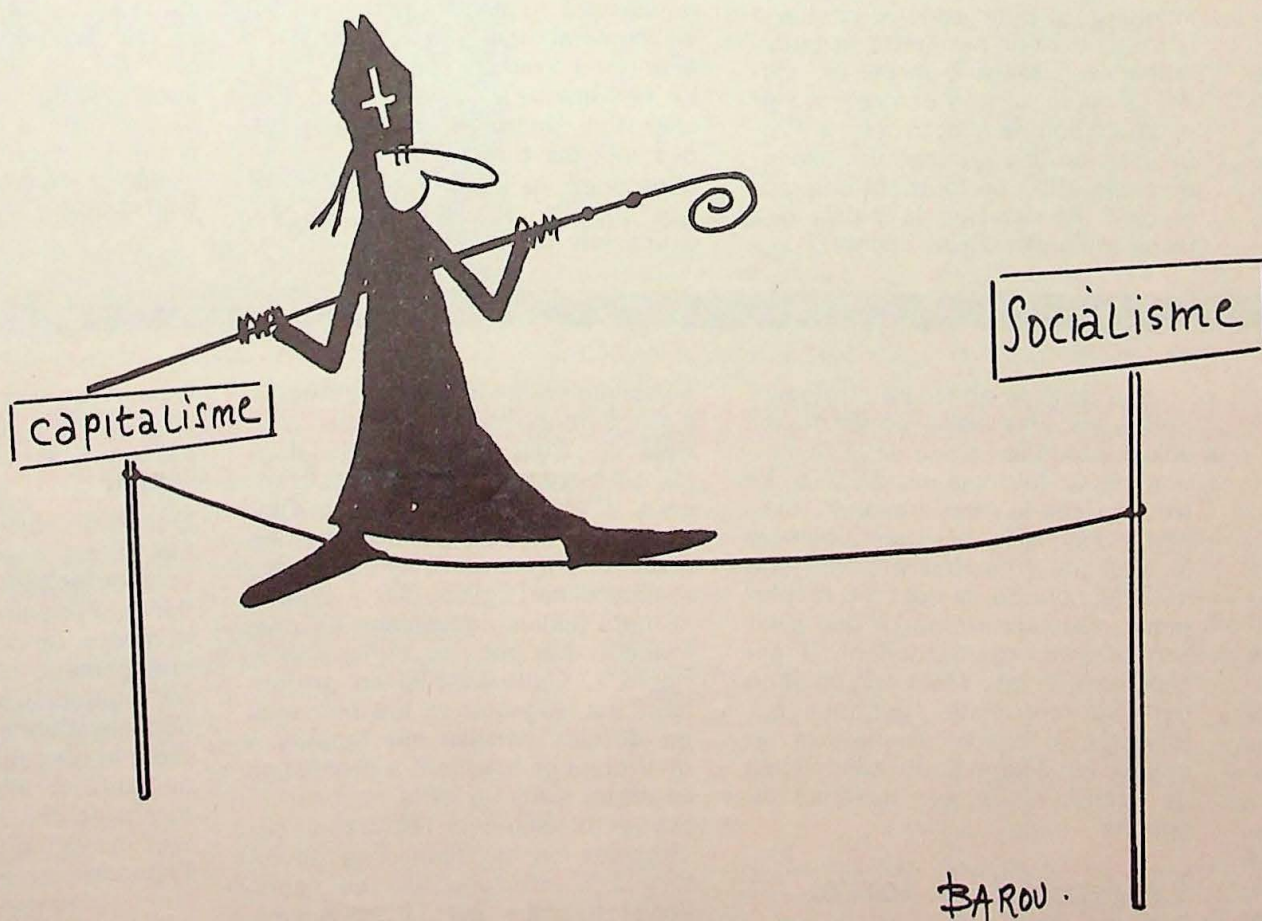
Face à ces nouvelles données, le rapport de forces à l'intérieur de l'Eglise évolue ; comme le constate le document de l'épiscopat, le socialisme attire désormais la majorité des militants chrétiens.

Certes, cette évolution est marquée par une grande réserve des « autorités » ; car, ainsi que le démontre si clairement J. Guichard, celles-ci restent encore très attachées à l'universalisme de l'Eglise. C'est-à-dire que pour elle, la réalité supérieure, c'est l'unité des hommes tandis que l'opposition entre capital et travail n'est qu'apparente. Dès lors, dans ce monde sans contradiction contraignante, le travailleur peut être libéré sans lutte, il peut collaborer avec son patron. Il

y a là, écrit Guichard, « un étonnant raccourci entre situation présente et situation future ; or c'est bien la transition entre les deux qui fait problème. »

La voie centriste

Commencer à résoudre ce problème, c'est entraîner l'Eglise de son stade actuel où elle reconnaît la lutte de classes comme un fait au stade ultérieur où elle l'utiliserait comme moyen de surmonter les contradictions sociales. Et là encore, J. Guichard a raison de montrer comment, contrairement à ce que pense la hiérarchie catholique, c'est bien la politique de collaboration de classes qui enferme les hommes dans une logique de divi-



CELA NE FAIT QUE COMMENCER DANS LES TRANSPORTS URBAINS

Autobus gratuits ou payants ?
Voitures individuelles ou transports en commun ? De nouveaux orateurs les Dijonnais, les Lyonnais, les Rennois, les Lillois !

Un peu partout la lutte se mène. Ainsi à Dijon.

Première phase de l'action : les murs de Dijon se couvrent d'affiches en forme d'interrogation : Qu'est-ce qui est rouge et qui va doucement ?

Deuxième phase : la clé de l'énigme arrive : les autobus à Dijon ! Une solution : autobus gratuit.

Troisième phase : un petit journal de quatre pages est distribué. Le texte est explicite : Dans dix ans, pourra-t-on circuler en auto à Dijon ? Oui, peut-être à condition de raser le centre-ville !... Embouteillages, temps perdu, pollution, fatigues, accidents, bruit, etc. Il y en a assez ! La signature : Le Comité pour les transports en commun à Dijon.

Annoncer la couleur

Présidé par notre camarade Hervé Vouillat, conseiller municipal de Quétigny, le comité rassemble beaucoup de monde : P.S.U., P.S., Lutte Ouvrière, C.F.D.T., G.A.M. de Chenôve, Quétigny-Demain, Saint-Apollinaire Information, groupe T.C., A.S.F. de Dijon, Chenôve, Fontaine d'Ouche, Longvic. Deux absents de marque, le P.C. et la C.G.T., que la présence de L.O. indispose.

La C.F.D.T., le G.A.M. de Chenôve, et Quétigny-Demain ont mené une enquête chacun de leur côté, ils ont abouti à des conclusions identiques. Tous les usagers des transports en commun sont mécontents mais ils le sont d'une manière diffuse. Il faut, dans un premier temps, cristalliser ces mécontentements. Puis s'effacer devant les usagers qui prendront le relais de la lutte.

Des images chocs

Les militants, au départ, démontrent aux Dijonnais dans quel cercle vicieux ils sont enfermés. Les autobus sont trop lents par faute des embouteillages, les usagers préfèrent leur voiture, accroissent les embouteillages, d'où une nouvelle fuite d'usagers, il faut augmenter les tarifs, et d'autres s'en vont encore. Système démentiel ! Le rapport Vanillot précise encore qu'une personne sur deux accède au centre chaque jour en autobus. Autobus et voitures particulières : ce ne sont plus des moyens de déplacements complémentaires, mais des adversaires avec des armes inégales. Tout est fait par la municipalité pour adapter la ville à la voiture. Pour permettre la circulation, on cherche à percer de nouvelles voies, tant le centre est menacé. Le comité s'interroge : « Profanera-t-on une architecture exceptionnelle afin que tournent nos moteurs ? Raserait-on le palais des Ducs et l'église Saint-Michel ? »

« Pourquoi la municipalité s'acharne-t-elle dans une voie qui ne conduit guère plus loin que le bout d'un capot ? Pourquoi vouloir toujours et encore attirer des voitures dans le piège du centre-ville ? » Il faut arrêter le laisser-faire automobiliste, rendre le centre aux piétons, instaurer la gratuité dans les bus, pour que les Dijonnais les utilisent.

Une seule solution : la gratuité

La gratuité c'est 1 milliard d'anciens francs de charges par an, dix fois moins que les frais de voirie, d'accidents, de temps perdu. Et que dire de la qualité de la vie, de la pollution due aux voitures. Pourtant, M. Poujade, ministre de l'Environnement est dans son « fief » à Dijon ! Alors !...

Les transports sont surtout employés par les classes les plus modestes ou par les travailleurs se rendant à leur travail. C'est eux qui supportent les conséquences de cette situation.

Ne devrait-on pas faire payer la note à tous les contribuables et notamment au patronat, pour qui on emprunte chaque jour les bus pour aller au travail ?

Le libéralisme n'arrive plus à cacher une anarchie dramatique et des intérêts très particuliers.

Maintenant le terrain est défriché, des comités de quartiers doivent prendre le relais. Le feront-ils ?

Le comité n'a pas oublié dans sa lutte les salariés du transport. Par les réformes qu'il demande il espère bien améliorer les conditions de transport et reconstruire un véritable service public.

Trois questions

A Dijon, comme à Rennes, à Lyon comme à Lille, Nancy ou Clermont-Ferrand, les mêmes questions reviennent sans cesse.

— Qui utilise les transports en commun sinon les travailleurs pour leur travail, ou les personnes dont les revenus ne leur permettent pas d'acheter la sacro-sainte automobile ?

— Qui doit habiter loin du centre, parce que la spéculation foncière se déchaîne et que personne ne veut l'arrêter ? Les travailleurs ou le patron ?

— Qui bénéficie de tout cela ? Les travailleurs les plus conscients se rendent bien compte qu'ils sont victimes d'une politique de classe. Mais les autres ? Comment débouder les mots d'ordre réformistes qui débouchent sur un peu plus de confort et un peu plus de vitesse, et laissent les militants sans perspectives de luttes.

La lutte sur les transports ne peut se limiter à cela ; les transports sont liés au type de ville capitaliste que nous avons, à la distance entre l'emploi et l'habitat. Alors, vraiment, ce n'est pas une lutte politique ?

François Soulage ■

► suite de la page 13

sion. Car elle conduit à maintenir la séparation de la société en classes sociales antagonistes. Au contraire, la lutte de classes a vocation à déboucher sur la société sans classe. Bien plus, cette lutte ne se déroule pas entre deux camps figés. Elle appelle constamment ceux qui ont un comportement social d'exploiteur à y renoncer ; et il y a sûrement là un appel à quelque chose de plus proche de la notion chrétienne de conversion qu'une trêve superficielle entre deux classes que tout oppose.

Avant que l'immense appareil de l'Eglise en arrive là, il faudra sûrement du temps ; et la superposition

en son sein de plusieurs stratégies politiques sera sans doute le résultat prochain d'une telle évolution. Pour le moment, l'Eglise se trouve dans la voie moyenne, centriste. Non pas tellement, comme le souligne J. Guichard parce que cela découle de sa doctrine théologique, mais surtout parce que c'est son intérêt organisationnel. Il est clair en effet que seule une position centriste-réformiste permet aujourd'hui à l'Eglise de ne pas se couper ni de sa majorité silencieuse de droite, ni de ses militants de gauche.

Le rapport de forces décidera

Mais rapidement, comme nous l'avons dit, ce choix va apparaître contradictoire avec une solidarité

agissante vis-à-vis des exploités. Et c'est le rapport de forces à l'intérieur de l'Eglise qui décidera alors du côté vers lequel elle se rangera. C'est pourquoi écrit J. Guichard, il est si important que les militants chrétiens révolutionnaires restent dans l'Eglise. Car « celle-ci ne sera jamais convaincue en profondeur que par une critique intérieure ». Cette bataille en profondeur est engagée et les blocages du dernier concile ont montré à quel point ils touchent à des points centraux. Chaque mois apporte de nouveaux éléments renforçant ces blocages ou amorçant une ouverture. Les interrogations de l'épiscopat français sur le socialisme, l'appel du Pape à voter démocrate-chrétien lors des dernières élections italiennes, le rassemblement de quinze cents chrétiens à Rennes à la recherche d'une Eglise nou-

velle, tout ceci constitue de nouveaux jalons vers un avenir dont personne ne tient toutes les ficelles.

Quand on sait que la pratique religieuse est, pour les spécialistes de science politique, le critère le plus fiable d'orientation politique réactionnaire, on comprend l'enjeu d'un changement dans un pays où 90 % de la population a reçu une formation chrétienne. On mesure également la responsabilité prise par les militants chrétiens révolutionnaires lorsqu'ils choisissent de poursuivre leur travail sur ce terrain ou de l'abandonner aux autres forces.

(1) Jean Guichard : *Eglise, luttes de classes et stratégies politiques*. Cerf. 20 F. En vente à la librairie de « T.S. ».

EN ATTENDANT GODARD

Nous attendions Godard. C'est Godard-Gorin qui est venu. On nous avait annoncé qu'une nouvelle tentative de sortir le cinéma engagé de la clandestinité, du petit club d'initiés, du cénacle élitique, était en cours. On nous avait dit, voilà Godard qui revient. Il veut absolument faire œuvre qui touche ceux « en faveur desquels il veut lutter », qui comble le fossé dramatique existant entre les réalités sociales et l'expression lénifiante qu'en donne le cinéma officiel. Sur les principaux journaux, d'énormes et fort coûteux bavés publicitaires ont excité notre impatience.

Avec « Tout va bien » ce cinéma engagé-là ne prenait plus la porte de service mais la grande entrée. Il fallait donner à cette entreprise les chances et la popularité de certains films commerciaux. L'étiquette enfin ne comptait plus.

Plus question de briser le récit, l'histoire qui porte le film, ce récit qui, disait-on il n'y a pas si longtemps encore, secrète par sa forme même toute l'aliénation et la mystification dont la bourgeoisie est capable. En bref, assez

d'être à cent pas en avant des masses, mais se rapprocher d'elles pour avancer ensemble ! Avec « Tout va bien » l'histoire d'amour devait être utilisée pour déboucher sur l'analyse concrète de la France concrète de 1972. Godard-Gorin sont venus, nous avons vu, mais nous n'avons pas du tout été convaincus.

UNE HISTOIRE D'AMOUR REALISTE

Cette démarche, celle qui consiste à tenir compte d'un état d'esprit général, des pesanteurs de l'idéologie dominante et pas seulement de ses propres fantasmes ou de ses velléités, s'avérait pourtant intéressante. Mais la déception devant « Tout va bien » est à la mesure de l'enthousiasme avec lequel nous suivions la tentative.

« Tout va bien » s'articule sans trop s'encombrer de nuances, sur les rapports entre l'histoire d'un couple et l'évolution du « processus historique », comme dirait Godard. Ce couple, on le sait, est formé d'une jeune Américaine (Jane

Fonda) qui fait des enquêtes sur le gauchisme à Paris pour le compte d'une station de radio américaine. Son partenaire est un cinéaste en rupture de situation (Yves Montand). Il veut éviter les faux-fuyants après Mai 68 et préfère donc carrément réaliser des flashes publicitaires pourris que de produire des œuvres ambiguës, inutiles, intégrées.

Le drame se noue quand le couple assiste au cours d'une enquête à la séquestration d'un patron.

Comme on le voit, ce thème de la séquestration, coup sur coup, il nous aura été donné de l'aborder, d'abord avec le film de Karmitz, à présent avec « Tout va bien ». Mais alors que, « Coup pour coup » saisissait sur le vif l'événement qui devenait le véritable nerf du film, la séquestration du patron de « Tout va bien » sert seulement de révélateur des contradictions du couple. Et quel révélateur ! Nous assistons aux palinodies d'un patron mi-pilier du CNPF mi-singe des façons de la nouvelle société (Vittorio Capioli). Une véritable parenthèse dans le film, farce pitrale et certainement pas crédible.

LA LUTTE DE CLASSES REVELEE

Disons-le tout de suite, cette tentative d'enclencher dialectiquement le comportement du couple dans le contexte social tourne court. A peine, le film réussit à développer des variations sur le thème des affaires de la trahison de classe par un cinéaste d'origine petite bourgeoise. Le tout se traduit par l'expression, commentée à souhait d'un marxisme vulgaire qui prétend découvrir un intérêt économique et politique de classe, ou mieux, la conscience historique, derrière n'importe quel geste.

En fin de compte, nous avons affaire à deux récits séparés qui ne se recoupent qu'avec une bonne dose de volontarisme artificiel. La recherche de l'adhésion du spectateur, car c'est de cela qu'il s'agit, à une histoire censée le toucher pour provoquer réflexion et prise de conscience, capote. Godard déclare volontiers « qu'il faut diviser le public (pour l'unir mieux) et non pas le laisser communier dans la contemplation de merdes et de chefs-d'œuvre. » Il est à craindre que devant ces évolutions caractérielles du couple, dont les attitudes restent souvent



Yves Montand et Jane Fonda dans « Tout va bien »

hermétiques, n'entraînent ni communion, ni division, mais distanciation non voulue, voire indifférence.

ŒUVRE SYMBOLISTE OU REALISTE

Reste alors l'autre volet du film : la situation sociale en France et en 1972. Qu'en est-il exactement du réalisme, même exprimé à partir d'une œuvre de fiction ? S'il faut admettre avec Trotsky que « la création artistique, réaliste ou pas a toujours été et reste symboliste », il faut donc analyser les symboles que Godard-Gorin ont retenus et choisis pour embrasser le panorama d'une situation sociale dans son entier. Nous n'en retiendrons qu'un : les gauchistes. Quand « Tout va bien » propose cette vision de gauchistes enragés, déferlant dans un super-marché et forçant les clients à « consommer » gratuitement, le public est renforcé dans ses a priori et ses idées toutes faites.

UN ART MILITANT

« Si comme poursuit Trotsky, le but de l'art n'est pas de recopier la réalité dans ses détails, mais d'éclairer la complexité de la vie en isolant ses traits caractéristiques généraux » on ne voit pas en quoi Godard-Gorin, malgré leur prétention d'avoir fait un pas très sérieux en direction d'un cinéma de fiction matérialiste d'audience mondiale, ont éclairé

ou fait avancer la prise de conscience.

Après les deux essais manqués, il est temps de se poser de sérieuses questions sur l'orientation du cinéma révolutionnaire qui tend à une audience nationale. Le bilan est assez maigre, d'autant plus que de nombreux films français ou étrangers, réalisés dans le système ont contribué davantage à une remise en cause de l'ordre établi. Leur ambition se limitait à démonter le mécanisme d'un état de chose aliénant et oppressant, sans brancher en direct sur le combat contre les causes de l'exploitation. Ceux qui ont, malgré tout, essayé, sont rares et Biberman avec *Le sel de la terre* ou Eisenstein restent de brillantes exceptions. Le problème du cinéma militant à vocation populaire reste posé malgré « Tout va bien ». Encore n'est-il pas inutile de préciser que les films retraçant le déroulement de conflits sociaux et qui ont atteint une véritable popularité, n'ont pas manqué de joindre justement à leur visée militante, des préoccupations esthétiques. A ce titre, on peut parler comme Gramsci d'art qui éduque, non pas en tant qu'art éducatif, mais en tant qu'art. En somme une œuvre doit être jugée en tant qu'œuvre et non pas exclusivement en fonction du service qu'elle rend à la cause. Le cinéma révolutionnaire doit fuir le sectarisme et l'étroit utilitarisme politique.

Alain Moutot ■



« Cent pas en avant des masses. »

L'AUTOPSIE DE RADIO-FRIC

Après avoir vu ce film, il est difficile d'écouter son transistor de la même oreille qu'avant. Parce que, derrière la voix faussement suave de la speakerine, vous vous rappelez les grimaces qui se foutent bien de la gueule des bons cons d'auditeurs... Parce que, derrière la voix monocorde du journaliste qui aligne les morts du week-end avec les résultats du tiercé, vous revoyez le visage lassé du professionnel qui, de

toute façon, se moque des uns comme des autres. Quel film ? *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil*, de Jean Yanne.

Jean Yanne qui a travaillé à Europe 1 et à RTL connaît bien les mécanismes — qu'il démonte — de Radio-Fric. A la femme du directeur de la station qui lui demande : « Où est-il, cette ordure ? », il peut répondre « Vous êtes dans une station de radio, il n'y a pratiquement que de ça »... On nous montre les moindres recoins de cette « Radio-Plus » qui vend du Jésus après avoir vendu de la femme et du sexe, des jeunes et du couple, parce que « il

faut bien vivre avec ce qui fait vendre. » Les journalistes faux-jetons, le directeur inepte, le PDG qui joue avec ses petites boules, les communiqués publicitaires, les politiciens qui font les putains avec le PDG dans un remarquable manège autour du bois de Boulogne... tout y passe, au crible de cette arme extrêmement corrosive qu'est le rire et que Jean Yanne sait manier avec une incalculable maîtrise.

Et quand il reçoit les pleins pouvoirs pour faire une sorte de « Radio-Vérité » — car les patrons peuvent aussi miser là-dessus si ça peut faire vendre — il s'aperçoit que le mi-

lieu journalistique est trop pourri pour suivre. Et la fin du film s'achève sur une superbe parabole.

On pourra bien sûr s'amuser à essayer de découvrir qui est qui — les allusions sont plus ou moins transparentes : qui ne reconnaîtra les exploités de bons sentiments qui se cachent derrière ce prêtre qui confesse directement sur l'antenne ? — mais là n'est pas l'essentiel.

Que ce film ne soit pas révolutionnaire ? Possible. Mais il me paraît fondamentalement politique — au sens plein du terme. Parce qu'il pose un certain nombre d'exigences : ce-

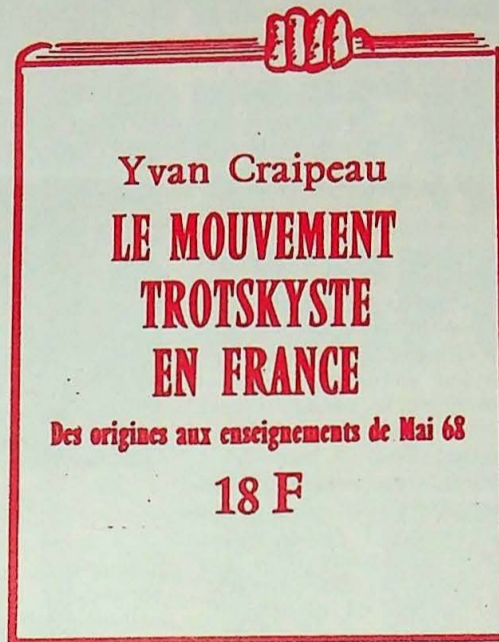
lui de l'information véritable, du divertissement qui n'abêtit pas, de la publicité véridique, et qu'il conclut à leur impossibilité dans le système actuel, à la fois à cause de ses mécanismes (la dépendance à l'égard des annonceurs) et de ses hommes (viciés par le système).

Pas d'appel à la révolte, ou à la révolution ? C'est sûr. Mais une cascade de rires qui démonte les mécanismes de Radio-Fric — cette radio qu'il est bien difficile ensuite de prendre au sérieux. C'est donc très salubre — et c'est déjà beaucoup.

Thierry Morus ■

LE SENS DU TROTSKYSME

Yvan Craipeau vient de publier un ouvrage important à plus d'un titre sur « le trotskysme en France ». Il ouvrira nombre de discussions que nous souhaitons et d'appréciations diverses. Il reste qu'il nous appartient de l'ouvrir, en donnant la parole à l'auteur, en publiant la conclusion de son livre, et en précisant qu'elle a été écrite en août 1969.



d'éventuels fusils, si cette agitation les détourne des révolutionnaires et renforce les partisans du « révisionisme ». La surenchère gauchiste s'isole dans le verbe, le dogme et la secte.

Défendre la cause du peuple...

Le mouvement révolutionnaire ne peut progresser qu'en tournant le dos à ce radicalisme verbal et à cette agitation stérile. La classe ouvrière n'a que faire des actions prétendument exemplaires de sectes qui lui sont étrangères, ni des populistes qui l'idéalisent, exaltent ses vertus et se donnent pour objet de « défendre la cause du peuple », ni des intellectuels — souvent les mêmes — qui se croient désignés par on ne sait quelle Providence pour lui prodiguer leurs conseils et lui dicter sa route. Elle a besoin d'un mouvement révolutionnaire socialiste qui s'efforce de comprendre la réalité présente et d'utiliser les leçons du passé pour guider l'action présente, d'un mouvement qui se développe en tâtonnant, à partir de l'expérience des luttes, qui organise les quelques milliers de travailleurs aptes à jouer un rôle d'avant-garde dans l'action ouvrière et paysanne, qui soit capable par là d'unifier leurs luttes et de les porter à leur plus haut niveau, qui sache à la fois apprendre de la classe ouvrière et lui indiquer la voie de la révolution socialiste.

Sans doute un tel mouvement ne pourra-t-il peser d'un poids décisif que lorsque, au cours des combats à venir, il aura regroupé une bonne partie des cadres ouvriers qui croient encore au rôle révolutionnaire du Parti communiste. Mais les révolutionnaires doivent dès maintenant assumer leurs responsabilités dans sa formation. Il faut pour cela étudier l'expérience historique et l'enseignement des révolutionnaires des générations précédentes, pour comprendre le présent,

adapter aux conditions nouvelles le programme et la stratégie, forger des cadres ouvriers résolus à affronter la répression patronale, étatique et stalinienne, les éduquer non comme des initiés aux rites d'une chapelle — dressés à répercuter des consignes — mais comme des militants liés à leur milieu de travail, capables de s'orienter eux-mêmes et de traduire dans l'action l'orientation socialiste.

... ou solidariser un courant révolutionnaire

Ces responsabilités ne sont pas celles d'un groupe particulier mais du mouvement révolutionnaire tout entier, du « courant révolutionnaire » tout entier. Qu'ils le veuillent ou non les militants révolutionnaires sont liés par une solidarité de fait. C'est ce que montrent avec raison les militants de « Lutte Ouvrière » (encore que le terme « gauchiste » reflète une certaine confusion) :

« Chaque tendance gauchiste, qu'elle le veuille ou non, est liée à l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Et, quelle que soit sa politique particulière, elle bénéficie des qualités comme elle doit supporter les défauts de tout le mouvement révolutionnaire. C'est vrai pour toutes les tendances, tous les militants révolutionnaires, même ceux qui, adoptant une attitude sectaire, croient ainsi se mettre en marge des autres.

« Dans les entreprises, les militants le savent bien qui s'entendent attribuer la responsabilité des faits et gestes de toutes les tendances gauchistes, qu'ils les approuvent ou qu'ils les condamnent, mais dont ils sont solidaires par la force des choses et, en tout cas, aux yeux de leurs camarades de travail. Et c'est bien ce qui explique, justifie, et rend indispensable une politique unitaire. »

Une politique unitaire ne signifie nullement l'abandon des principes ou des idées de chacun, ni de son droit de critique. Elle exige au contraire une franche confrontation des idées, qui conduira sans doute à des décantations. Mais elle entraîne un certain type de discussions et de rapports dans lesquels pour reprendre les termes de « Lutte Ouvrière », chaque formation a en vue « les intérêts généraux du mouvement et non ceux, secondaires, d'une boutique ». Aucune d'elles ne détient la vérité par essence.

Aucune ne peut mépriser l'expérience des autres.

Les apports de l'héritage trotskyste

Le P.S.U. ne peut pas les dédaigner en se targuant de l'importance plus grande de ses effectifs, de son implantation et de son influence : il lui reste, pour s'affirmer, à se débarrasser des séquelles du réformisme qu'il traîne encore. De Trotsky et de l'histoire de son mouvement, par exemple, il peut apprendre la rigueur de l'analyse, la nécessaire conformité entre la pensée et les actes ; des groupes révolutionnaires, la discipline militante ; de « Lutte Ouvrière » le sérieux et la ténacité de l'action dans les entreprises.

Quant aux militants qui se réclament du trotskysme, ils ont beaucoup à apprendre également de l'expérience du P.S.U. et des autres groupes. L'histoire de leur propre mouvement les fera peut-être réfléchir. Peut-être aidera-t-elle certains à comprendre la stérilité d'une politique de secte.

L'héritage « trotskyste » prendra tout son sens, s'il cesse d'être considéré comme un système dogmatique et si, subissant lui-même le feu de la critique, il sert à vivifier le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Depuis mai 68 les organisations révolutionnaires — souvent même le P.S.U. — ont revendiqué le terme « gauchiste » dont les affublaient leurs adversaires. C'est une réaction naturelle. Elle ne va pas sans danger. Non seulement parce que ce terme désigne traditionnellement un certain courant du mouvement révolutionnaire qui a ses caractéristiques propres (opposition aux syndicats, au front unique, à la participation électorale, aux compromis en général) contre lequel s'est constitué le mouvement communiste à ses débuts et parfaitement étranger, comme on l'a vu, au mouvement trotskyste. Mais parce qu'il entraîne dans un engrenage où chacun et chaque groupe cherchent à s'affirmer par une phraséologie plus radicale. Cette rivalité stérile conduit à oublier la réalité. Les gagnants sont ceux qui la perdent de vue totalement. On en vient à considérer le mouvement étudiant le plus « radical » comme l'élément avancé de la révolution et à faire curieusement de l'université de Vincennes le bastion de la lutte des classes. Quand on a lancé « la victoire est au bout du fusil » on croit s'être assuré d'une position inexpugnable de « gauche prolétarienne ». Tant pis si la France n'est pas Cuba, si les travailleurs n'ont nulle envie de se servir